

# T3 2011 | Rapport du *troisième* trimestre

AUX ACTIONNAIRES

## RÉSULTATS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

BÉNÉFICE DILUÉ PAR ACTION DE 1,11 \$

BÉNÉFICE NET DE 1 285 MILLIONS DE DOLLARS

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES DE 17,8 %

RATIO DE PRODUCTIVITÉ DE 54,5 %

DIVIDENDE TRIMESTRIEL DE 0,52 \$ PAR ACTION ORDINAIRE

## La Banque Scotia annonce un bénéfice solide de 1,3 milliard de dollars pour son troisième trimestre, en hausse de 18 %

### RÉSULTATS CUMULATIFS

par rapport aux principaux objectifs financiers et opérationnels de 2011 :

#### OBJECTIFS

- 1 Afficher un rendement des capitaux propres (« RCP »)<sup>1)</sup> se situant entre 16 % et 20 %. Pour la période de neuf mois, la Banque Scotia a affiché un RCP de 19,6 %.
- 2 Générer une croissance du bénéfice dilué par action ordinaire de 7 % à 12 %. Sur douze mois, le bénéfice par action a enregistré une croissance de 22,0 %.
- 3 Maintenir un ratio de productivité<sup>1)</sup> inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 53,6 % pour la période de neuf mois.
- 4 Maintenir de solides ratios de capital. À 12,3 %, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Se reporter aux renseignements à la page 46.

<sup>(1)</sup> Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

Toronto, le 30 août 2011 – La Banque Scotia a déclaré aujourd'hui un bénéfice de 1,3 milliard de dollars pour son troisième trimestre, comparativement à un bénéfice net de 1,1 milliard de dollars, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En glissement annuel, le bénéfice net a progressé de 18 %.

Le bénéfice dilué par action du trimestre à l'étude s'est chiffré à 1,11 \$, en regard de 0,98 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres est demeuré solide à 17,8 %, contre 18,2 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Un dividende de 0,52 \$ par action ordinaire a été annoncé.

« Les résultats du trimestre ont encore une fois démontré notre capacité à réaliser un bénéfice malgré la conjoncture difficile en demeurant centrés sur nos activités principales et en mettant l'accent sur nos pratiques éprouvées en matière de gestion des risques », précise Rick Waugh, président et chef de la direction de la Banque Scotia. « Bien que nous ne soyons pas à l'abri de la volatilité des marchés mondiaux, la mise en œuvre constante de notre stratégie simple et diversifiée nous permettra d'assurer une rentabilité et une croissance durables.

« Le Réseau canadien a connu un trimestre solide et inscrit un bénéfice net de 461 millions de dollars. Les revenus ont augmenté grâce à la croissance des volumes de prêts hypothécaires à l'habitation, à la hausse des dépôts de petites entreprises et à la vigueur des services bancaires aux entreprises, partiellement contrebalancées par les pressions concurrentielles continues sur les prix.

« Les Opérations internationales ont connu un fort trimestre, affichant un bénéfice net de 350 millions de dollars. Ce secteur d'activité a enregistré une solide croissance des actifs, particulièrement en Asie et en Amérique latine. Nous continuons à envisager d'autres occasions d'expansion, que ce soit dans les marchés existants ou dans de nouveaux marchés.

« Le secteur Gestion de patrimoine mondiale a affiché un bénéfice net de 256 millions de dollars, qui tient à une croissance des activités de gestion de patrimoine et d'assurance et à l'apport positif de Patrimoine Dundee, particulièrement par l'intermédiaire de Fonds Dynamiques. L'intégration des activités de Patrimoine Dundee progresse bien.

« Pour le trimestre à l'étude, Scotia Capitaux a enregistré un bénéfice net de 289 millions de dollars. Même si la conjoncture difficile a eu une incidence défavorable sur les revenus de transactions, ce facteur a été compensé en partie par une hausse des transactions de clients visant des métaux précieux et des devises. En glissement annuel, les revenus tirés des services bancaires d'investissement et des activités de prêt ont également été plus solides. Les dotations aux provisions pour le trimestre à l'étude ont été modestes, comparativement à des reprises au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et les portefeuilles sont demeurés en bonne santé.

« Comme le démontrent clairement ces résultats, la mise en œuvre efficace de nos stratégies et nos pratiques solides en matière de gestion des risques nous permettront d'assurer une rentabilité et une croissance durables. Nos niveaux de capital sont demeurés solides, soutenus par un capital autogénéré élevé et stable et par le réinvestissement continu des dividendes par nos actionnaires. Notre exposition aux régions à risque à l'échelle internationale est très limitée; par contre, nous sommes bien positionnés dans des régions solides, notamment le Canada, les Amériques et l'Asie. Par conséquent, nous sommes confiants face à l'avenir et nous prévoyons atteindre nos objectifs financiers cette année, ce qui nous place en bonne position pour maintenir un rendement solide en 2012. »

## CHIFFRES CLÉS

<i>(non audité)</i>	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Résultats d'exploitation</b> <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net	<b>2 358</b>	2 214	2 173	<b>6 872</b>	6 378
Revenu d'intérêts net (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>2 431</b>	2 283	2 243	<b>7 085</b>	6 594
Total des revenus	<b>4 300</b>	4 517	3 784	<b>12 942</b>	11 563
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>4 373</b>	4 586	3 854	<b>13 155</b>	11 779
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>243</b>	262	276	<b>774</b>	985
Frais autres que d'intérêts	<b>2 381</b>	2 378	2 023	<b>7 045</b>	5 999
Charge d'impôts	<b>391</b>	334	399	<b>1 095</b>	1 355
Charge d'impôts (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>464</b>	403	469	<b>1 308</b>	1 571
Bénéfice net	<b>1 285</b>	1 543	1 062 <sup>2)</sup>	<b>4 028</b>	3 147 <sup>2)</sup>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque	<b>1 204</b>	1 464	1 011	<b>3 791</b>	2 998
<b>Rendement de l'exploitation</b>					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,11</b>	1,36	0,98	<b>3,55</b>	2,91
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,11</b>	1,36	0,98	<b>3,55</b>	2,91
Bénéfice dilué par action avant amortissement <sup>1)</sup> <i>(en dollars)</i>	<b>1,14</b>	1,38	0,99	<b>3,61</b>	2,95
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	<b>17,8</b>	22,9	18,2	<b>19,6</b>	18,5
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>54,5</b>	51,8	52,5	<b>53,6</b>	50,9
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>1,67</b>	1,68	1,68	<b>1,70</b>	1,72
<b>Données du bilan</b> <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et titres	<b>184 408</b>	200 327	167 396		
Prêts et acceptations	<b>301 102</b>	294 412	286 462		
Total de l'actif	<b>567 689</b>	571 541	523 424		
Dépôts	<b>390 157</b>	396 054	365 241		
Actions privilégiées	<b>4 384</b>	4 384	3 975		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	<b>27 363</b>	26 398	22 500		
Actifs sous administration <sup>1)</sup>	<b>329 840</b>	332 997	229 289		
Actifs sous gestion <sup>1)3)</sup>	<b>104 878</b>	106 802	49 943		
<b>Mesures du capital</b>					
Ratio du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	<b>12,3</b>	12,0	11,7		
Ratio du capital total <i>(en pourcentage)</i>	<b>14,1</b>	13,9	13,8		
Ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque <sup>1)4)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	<b>9,6</b>	9,3	9,4		
Ratio actif/capital	<b>17,0</b>	17,6	17,1		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	<b>224 773</b>	222 304	213 021		
<b>Qualité du crédit</b>					
Montant net des prêts douteux <i>(en millions de dollars)</i>	<b>2 771</b>	2 881	2 598		
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	<b>1 382</b>	1 412	1 450		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations <sup>5)</sup>	<b>0,92</b>	0,98	0,91		
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	<b>0,38</b>	0,38	0,43	<b>0,38</b>	0,51
<b>Données sur les actions ordinaires</b>					
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>					
Haut	<b>59,73</b>	61,28	52,89	<b>61,28</b>	55,33
Bas	<b>53,77</b>	56,25	47,71	<b>52,11</b>	44,12
Clôture	<b>54,18</b>	57,69	51,59		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	<b>1 082</b>	1 079	1 034	<b>1 068</b>	1 030
Moyenne (diluée)	<b>1 084</b>	1 080	1 036	<b>1 069</b>	1 032
Fin de la période	<b>1 085</b>	1 082	1 038		
Dividendes par action (en dollars)	<b>0,52</b>	0,52	0,49	<b>1,53</b>	1,47
Rendement de l'action <sup>6)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	<b>3,7</b>	3,5	3,9	<b>3,6</b>	3,9
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	<b>58 799</b>	62 434	53 556		
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	<b>25,21</b>	24,39	21,67		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	<b>2,1</b>	2,4	2,4		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	<b>11,9</b>	13,1	13,8		
<b>Autres données</b>					
Employés	<b>74 902</b>	73 558	69 950		
Succursales et bureaux <sup>7)</sup>	<b>2 910</b>	2 853	2 747		

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) La participation ne donnant pas le contrôle a été déduite du bénéfice net. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence des nouvelles normes comptables sur les regroupements d'entreprises adoptées en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

3) Les chiffres correspondants ont été retraités afin de refléter la définition mise à jour des actifs sous gestion. Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

4) Les chiffres correspondants ont été retraités afin de refléter la définition mise à jour du ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque. Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

5) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

6) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

7) Les chiffres correspondants ont été retraités afin de mieux refléter l'acquisition de Patrimoine Dundee inc.

## Table des matières

4	Principaux faits saillants commerciaux	13	Arrangements hors bilan	18	Données par secteur d'activité
	<b>Rapport de gestion</b>	14	Contrôles et conventions comptables	26	Chiffres clés pour les trimestres
6	Résultats financiers et situation financière du Groupe	14	Conventions et estimations comptables	27	Données sur les actions
6	Résultats financiers	15	Modifications futures de conventions comptables		<b>États financiers consolidés intermédiaires</b>
9	Gestion du risque	18	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière	28	États financiers consolidés intermédiaires
11	Bilan	18	Opérations entre apparentés	32	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
12	Gestion du capital	18	Perspectives	46	<b>Information à l'intention des actionnaires</b>
12	Dividende par action ordinaire				
13	Instruments financiers				
13	Principaux instruments de crédit				

**Énoncés prospectifs** Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Des énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; une volatilité importante et les interruptions des marchés; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications imprévues aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; l'incidence qu'aurait tout changement des notations de crédit attribuées à la Banque; les modifications apportées aux lignes directrices relatives au capital au titre des risques, aux nouvelles directives de présentation de l'information et aux directives réglementaires en matière de liquidités, ou les interprétations qui en sont faites; le risque opérationnel et le risque de réputation; le risque que les modèles de gestion du risque de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'exhaustivité et l'exactitude de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; la capacité de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants, à en mettre sur pied de nouveaux et à en tirer des revenus; la capacité de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépenses et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 62 du rapport annuel 2010 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent document est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

# Objectifs 2011

## Notre tableau de bord équilibré

### Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 16 % à 20 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action ordinaire
- Maintien de solides ratios de capital
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

### Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et de mobilisation des employés
- Grande diversité de nos effectifs
- Collaboration

### Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

### Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Efficience et gestion des dépenses
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans les collectivités

## Principaux faits saillants commerciaux

### Accroître nos activités

La Banque a accru sa présence en Amérique latine, concluant une opération visant l'acquisition de Nuevo Banco Commercial, quatrième banque privée d'Uruguay en importance pour les prêts et les dépôts.

Au Canada, les ventes des Fonds Scotia et des Fonds Dynamiques ont poursuivi leur lancée positive au troisième trimestre de 2011 avec des ventes nettes de 1,1 milliard de dollars. Grâce à des actifs sous gestion de 64 milliards de dollars, leur part de marché combinée parmi les banques a atteint 18,7 %.

### Être reconnue pour son excellence

Dans le cadre de la remise de ses prix d'excellence annuels, le magazine *Trade Finance* a reconnu la Banque Scotia en lui décernant le titre de meilleure banque de commerce en Amérique centrale et dans les Antilles pour la troisième année d'affilée et celui de meilleure banque de commerce international au Pérou pour la deuxième année d'affilée.

Le *Wall Street Journal* a classé le fonds Dynamic U.S. Growth au premier rang des Fonds d'actions de croissance à capitalisations multiples pour un rendement sur un an au 31 juillet 2011.

La Banque Scotia et Digicel ont été les lauréates du *Global Telecoms Business Innovation Award* dans la catégorie *Consumer Service Innovation* pour le projet TchoTcho Mobile en Haïti en 2011. Ce service permet aux clients d'effectuer des opérations bancaires de base à l'aide d'un appareil mobile.

Scotia Waterous agit à titre de conseiller financier auprès de BHP Billiton dans le cadre de son acquisition annoncée de Petrohawk Energy Corporation, pour une valeur totale évaluée à environ 15,1 milliards de dollars US. Cette opération constitue la plus importante opération de fusion et acquisition du secteur pétrolier et gazier conclue dans le monde depuis 2009, et la plus importante opération non canadienne jamais conclue conseillée par un membre d'un groupe bancaire canadien.

### Au service de nos clients

Scotia Capitaux a pris part au PAPE de 5,45 milliards de dollars US lancé par Hutchison Port Holdings Trust sur la Bourse de Singapour.

Le placement constitue le plus important PAPE jamais lancé à Singapour et en Asie du Sud-Est. La Banque Scotia a agi comme co-gestionnaire et a également fourni des services de souscription de prêts relativement à cette opération, agissant à titre de preneur ferme et de syndicaire chef de file mandaté pour un prêt connexe de 3 milliards de dollars US.

Le compte bancaire Remise Scotia et la carte Visa Infinite Momentum Scotia se sont joints à VISA Momentum Scotia en vue de solidifier la présence de Banque Scotia au Canada et en faire un leader des programmes fidélité remise.

Scotia iTRADE a lancé FlightDesk, une plateforme de données de marché puissante, personnalisée et intuitive conçue en vue d'offrir aux négociateurs actifs un contrôle complet, des outils évolués, de la souplesse et des analyses en profondeur.

Scotia Capitaux a agi à titre de co-syndicaire chef de file et de co-responsable des registres, et a été le principal fournisseur de couvertures, pour l'émission d'obligations initiales sur le marché canadien de Sydney Airport d'une valeur de 225 millions de dollars CA. Sydney Airport est le premier émetteur non financier australien à accéder au marché des obligations feuille d'érable depuis 2006. L'opération comprenait également un swap combiné de taux d'intérêt et de devises ainsi qu'un prêt consorsial.

### Au service de nos collectivités

Des sites destinés au dépistage du VIH visant plus de 10 000 personnes réparties dans 15 pays de la région des Antilles ont été parrainés par la Banque Scotia pour une troisième année d'affilée. Cette initiative soutient les régions soutiennent les programmes de sensibilisation au VIH et au sida.

La Banque Scotia et Green Living Enterprises ont annoncé les lauréats des prix ÉcoVie, qui rendent hommage aux entreprises, aux particuliers et aux étudiants du Canada pour leur excellence et leur innovation en efficacité énergétique dans le secteur résidentiel.

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après :

### Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour le trimestre à l'étude, le montant de la majoration au titre de la BMEF à l'égard du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts s'est élevé à 73 millions de dollars, contre 70 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 69 millions de dollars au trimestre précédent. Pour la période de neuf mois à l'étude, le montant de la majoration au titre de la BMEF à l'égard du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts s'est élevé à 213 millions de dollars, contre 216 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur « Autres ».

### Bénéfice dilué par action avant amortissement

Le bénéfice dilué par action avant amortissement est calculé en ajustant le bénéfice dilué par action de manière à inclure l'amortissement après impôts hors trésorerie des actifs incorporels.

### Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

### Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio indique le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total de l'actif moyen.

### Levier d'exploitation

La Banque définit le levier d'exploitation comme le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale, moins le taux de croissance des frais.

## Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

### Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information financière interne, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité d'après leur profil de risque et selon une méthode qui tient compte du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et des autres risques propres à chaque secteur. Le montant de capital lié au risque réparti est communément appelé capital économique. Depuis l'exercice à l'étude, le rendement du capital économique des secteurs d'activité correspond à un ratio du bénéfice net ajusté du secteur d'activité par rapport au capital économique attribué au secteur. Le bénéfice net ajusté correspond au bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires majoré au titre des instruments de capitaux propres supplémentaires autres que les actions ordinaires. Le rendement du capital économique des secteurs d'activité des périodes correspondantes a été retraité.

### Ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences de notation et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales, déduction faite de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels non amortis après impôts. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque. Les ratios de capital réglementaire, comme le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (le « BSIF »).

### Actifs sous administration (ASA)

Les ASA représentent les actifs administrés par la Banque dont les propriétaires réels sont les clients et qui ne sont donc pas comptabilisés dans le bilan de la Banque. Les services fournis à l'égard des ASA sont de nature administrative, et comprennent les services d'administration fiduciaire, de garde, de dépôt de titres, de perception et de distribution de revenus, de règlements de négociation de titres, de production de rapports pour les clients, ainsi que d'autres services semblables.

### Actifs sous gestion (ASG)

Les ASG représentent les actifs gérés par la Banque de façon discrétionnaire à l'égard desquels la Banque touche des honoraires de gestion. Les ASG sont la propriété réelle des clients et ne sont donc pas comptabilisés dans le bilan de la Banque. Certains ASG sont également des actifs administrés et sont donc parfois inclus dans les actifs sous administration, dans certains cas.

## Résultats financiers et situation financière du Groupe

### Résultats financiers

Le bénéfice net de la Banque Scotia pour le troisième trimestre s'est élevé à 1 285 millions de dollars, en hausse comparativement au bénéfice net, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle, de 1 086 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la croissance du revenu d'intérêts net et des revenus d'honoraires. Le bénéfice net d'un trimestre à l'autre a diminué par rapport au bénéfice record de 1 543 millions de dollars enregistré durant le trimestre précédent, puisque ce dernier incluait la constatation de gains de 286 millions de dollars attribuables à la comptabilisation de certaines acquisitions selon de nouvelles normes comptables (les « gains relatifs aux acquisitions »).

Le bénéfice dilué par action du trimestre à l'étude s'est chiffré à 1,11 \$, en regard de 0,98 \$ durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1,36 \$ au trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent incluaient des gains de 0,26 \$ par action attribuables à la comptabilisation de certaines acquisitions selon de nouvelles normes comptables. Le rendement des capitaux propres est demeuré élevé à 17,8 %, contre 18,2 % durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 22,9 % au trimestre précédent.

### Incidence de la conversion des devises

Le tableau ci-après présente l'incidence de la conversion des devises sur les variations de certains postes clés de l'état des résultats d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les
	31 juillet 2011 c. 31 juillet 2010	31 juillet 2011 c. 30 avril 2011	31 juillet 2011 c. 31 juillet 2010
Taux de change moyen des dollars américain et canadien			
31 juillet 2011	1,034 \$	1,034 \$	1,018 \$
30 avril 2011		1,027 \$	
31 juillet 2010	0,960 \$		0,961 \$
Variation en %	8 %	1 %	6 %
Incidence sur les résultats :			
Revenu d'intérêts net	(46)\$	1 \$	(102)\$
Autres revenus	(26)	1	(90)
Frais autres que d'intérêts	25	(2)	60
Autres éléments (après impôts)	13	-	35
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	(34)\$	- \$	(97)\$
Bénéfice par action (dilué)	(0,03)	-	(0,09)
Incidence par secteur d'activité			
Réseau canadien	(2)	-	(5)
Opérations internationales	(18)	-	(40)
Gestion de patrimoine mondiale	(5)	-	(12)
Scotia Capitaux	(6)	1	(31)
Autres	(3)	(1)	(9)

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

#### Bénéfice net

Le bénéfice net de la Banque Scotia pour le troisième trimestre s'est élevé à 1 285 millions de dollars, contre un bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle de 1 086 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 199 millions de dollars, ou de 18 %. Compte non tenu de l'incidence négative de la conversion des devises de 34 millions de dollars, le revenu d'intérêts net s'est accru de 233 millions de dollars, ou de 21 %. Le bénéfice net du trimestre à l'étude reflète une solide croissance interne et les apports accrus des acquisitions récentes, qui ont entraîné des hausses du revenu d'intérêts net et des revenus d'honoraires, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais autres que d'intérêts. La Banque a aussi enregistré une réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une réduction des revenus de transactions en raison de la volatilité des marchés.

#### Total des revenus

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 4 373 millions de dollars, en hausse de 519 millions de dollars, ou de 13 %, en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ou de 591 millions de dollars, ou de 15 %, compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises. La croissance d'un exercice à l'autre est attribuable à l'augmentation du revenu d'intérêts net, à l'augmentation des apports des acquisitions récentes de 251 millions de dollars, à la croissance des commissions tirées des activités de transaction et à la hausse des revenus tirés des activités de titrisation, partiellement contrebalancées par la diminution des revenus de transactions.

#### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 2 431 millions de dollars, en progression de 188 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'incidence négative de la conversion des devises de 46 millions de dollars. Cette hausse sous-jacente est principalement attribuable à la croissance des actifs, la marge nette sur intérêts ayant été relativement stable d'un exercice à l'autre. La croissance des actifs a découlé surtout des prêts hypothécaires à l'habitation au Canada ainsi que des prêts aux entreprises de la division Opérations internationales. La Banque a aussi enregistré des hausses des titres pris en pension et des titres détenus à des fins de transaction au sein de Scotia Capitaux.

La marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,67 %, par rapport à 1,68 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette légère baisse a découlé de la croissance des actifs générant des écarts plus faibles, comme les titres détenus à des fins de transaction, les titres pris en pension et les dépôts auprès de banques, ainsi que de l'augmentation des actifs improductifs.

### *Autres revenus*

Pour le trimestre à l'étude, les autres revenus ont atteint 1 942 millions de dollars, en hausse de 331 millions de dollars, ou de 21 %, comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable de la conversion des devises de 26 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de courtage à la suite d'une acquisition récente et de la croissance des actifs sous gestion au sein des activités existantes. La Banque a aussi enregistré des hausses des commissions tirées des activités de transaction aux termes des activités de crédit, de paiement et de placement, ainsi que des revenus tirés des activités de titrisation. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une baisse des revenus de transactions, surtout en ce qui concerne les activités visant les titres à revenu fixe de Scotia Capitaux, en raison de la faiblesse de la conjoncture des marchés.

### *Dotation à la provision pour pertes sur créances*

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 243 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en baisse de 33 millions de dollars par rapport à celle de 276 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la baisse des dotations des secteurs Réseau canadien et Opérations internationales, en partie contrebalancée par une légère hausse de la dotation de Scotia Capitaux. La dotation pour le trimestre à l'étude a également profité d'une réduction de 30 millions de dollars de la provision générale, comparativement à une reprise de 24 millions de dollars de la provision sectorielle durant l'exercice précédent. Une analyse plus approfondie du risque de crédit est présentée à la page 9.

### *Frais autres que d'intérêts et productivité*

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 2 381 millions de dollars, en hausse de 358 millions de dollars, ou de 18 %, depuis le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ou de 383 millions de dollars, ou de 19 %, compte non tenu de l'incidence favorable de la conversion des devises. Les acquisitions ont compté pour 173 millions de dollars de cette hausse. Le reste de la hausse a découlé des charges liées à la rémunération, du fait de l'accroissement du personnel, et des frais liés aux régimes de retraite, en raison de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de la variation de la valeur des actifs des régimes. La croissance de la rémunération liée à la performance a été proportionnelle à la hausse des revenus. Les augmentations des autres charges ont découlé des initiatives de croissance de la Banque.

Le ratio de productivité de la Banque s'est établi à 54,5 % pendant le trimestre à l'étude, contre 52,5 % durant la période correspondante de l'exercice précédent.

### *Impôts*

Le taux d'imposition effectif pendant le trimestre à l'étude s'est établi à 23,3 %, comparativement à 26,8 % durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à une diminution du taux d'imposition prescrit par la loi au Canada ainsi qu'à une réduction des ajustements d'impôts futurs.

## Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011

### *Bénéfice net*

Le bénéfice net de 1 285 millions de dollars a diminué de 258 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport à celui de 1 543 millions de dollars durant le trimestre précédent. Le deuxième trimestre incluait la constatation de gains relatifs aux acquisitions de 286 millions de dollars. Compte non tenu de ces gains, le bénéfice net s'est accru de 28 millions de dollars, ou de 2 %, d'un trimestre à l'autre. Les résultats du trimestre à l'étude reflètent la croissance du revenu d'intérêts net, les apports des acquisitions récentes, la hausse des commissions tirées des activités de transaction et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par les baisses des revenus de transactions et des services bancaires d'investissement ainsi que par l'augmentation du taux d'imposition effectif.

### *Total des revenus*

Le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 4 373 millions de dollars, en baisse de 213 millions de dollars, ou de 5 %, comparativement à celui de 4 586 millions de dollars durant le trimestre précédent. La baisse d'un trimestre à l'autre a découlé essentiellement de la constatation, durant le trimestre précédent, de gains relatifs aux acquisitions de 286 millions de dollars. Le solide revenu d'intérêts net sous-jacent, la hausse des commissions tirées des activités de transaction et les apports des acquisitions récentes de la division Opérations internationales ont été contrebalancés par les réductions des revenus de transactions et des services bancaires d'investissement ainsi que par les variations défavorables de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction.

### *Revenu d'intérêts net*

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est accru de 148 millions de dollars par rapport à 2 283 millions de dollars durant le trimestre précédent. L'accroissement d'un trimestre à l'autre est attribuable à la croissance des actifs, principalement des dépôts auprès de banques et des actifs détenus à des fins de transaction générant des écarts plus faibles, et des trois jours additionnels du trimestre. La marge nette sur intérêts a été relativement stable à 1,67 %, comparativement à 1,68 % durant le trimestre précédent.

La légère baisse de la marge nette sur intérêts d'un trimestre à l'autre a découlé des volumes plus élevés de titres détenus à des fins de transaction et des dépôts auprès de banques générant des écarts plus faibles, d'une variation défavorable de la juste valeur des instruments financiers utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif et des niveaux plus élevés d'actifs improductifs. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par les apports plus importants de sociétés affiliées, plus particulièrement la Banque Thanachart en Thaïlande, et par l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction à revenu fixe.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont atteint 1 942 millions de dollars, en baisse de 361 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, ou de 75 millions de dollars, ou de 4 %, compte non tenu

des gains relatifs aux acquisitions de 286 millions de dollars. La baisse a découlé essentiellement d'une réduction des revenus de transactions, surtout en ce qui concerne les activités visant les titres à revenu fixe en raison de la faiblesse de la conjoncture des marchés, et des baisses des revenus de placement et des opérations de change à des fins autres que de transaction. La diminution des revenus tirés des activités de gestion de patrimoine et les variations défavorables de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction ont également contribué à la baisse des autres revenus d'un trimestre à l'autre. Ces réductions ont été contrebalancées par la hausse des commissions tirées des activités de transaction, principalement parce que le trimestre à l'étude a compté trois jours de plus que le précédent.

#### *Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Pendant le trimestre à l'étude, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 243 millions de dollars, en baisse de 19 millions de dollars depuis le trimestre précédent. La dotation légèrement plus élevée pour les Opérations internationales a été plus que contrebalancée par la réduction de la provision générale pendant le trimestre à l'étude, laquelle n'avait pas changé au trimestre précédent. Une analyse plus approfondie du risque de crédit est présentée à la page 9.

#### *Frais autres que d'intérêts et productivité*

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 2 381 millions de dollars, légèrement en hausse depuis le trimestre précédent. L'augmentation des charges liées à la rémunération a été contrebalancée par les réductions des autres charges d'exploitation. L'augmentation des charges liées à la rémunération reflète l'inclusion de trois jours de plus pendant le trimestre à l'étude et l'accroissement du personnel, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par la diminution de la rémunération liée à la performance proportionnellement à la baisse des revenus de transactions et des commissions.

Le ratio de productivité s'est établi à 54,5 % pendant le trimestre à l'étude, contre 51,8 % durant le trimestre précédent.

#### *Impôts*

Le taux d'imposition effectif pendant le trimestre à l'étude s'est établi à 23,3 %, comparativement à 17,8 % durant le trimestre précédent. La hausse du taux d'imposition effectif a découlé en grande partie de la constatation, durant le trimestre précédent, de gains relatifs aux acquisitions non imposables de 286 millions de dollars. De plus, le revenu exonéré d'impôt a diminué pendant le trimestre à l'étude, ce qui a été partiellement contrebalancé par la baisse des impôts de filiales étrangères.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010

#### *Bénéfice net*

Le bénéfice net pour la période de neuf mois s'est élevé à 4 028 millions de dollars, contre 3 224 millions de dollars, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle, pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 804 millions de dollars, ou de 25 %, et de 901 millions de dollars, ou de 28 %, compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des

devises de 97 millions de dollars. La hausse d'un exercice à l'autre inclut la constatation des gains attribuables aux acquisitions pendant la période à l'étude et reflète tant la croissance interne que les apports des acquisitions récentes, qui ont contribué aux augmentations du revenu d'intérêts net et des commissions tirées des activités de transaction. Les solides revenus tirés des services bancaires d'investissement et des activités de titrisation, la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la diminution du taux d'imposition effectif ont aussi contribué à la croissance du bénéfice net. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la hausse des frais autres que d'intérêts, la baisse des gains nets sur titres et la réduction des revenus de transactions.

#### *Total des revenus*

Pour la période de neuf mois, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 13 155 millions de dollars, en hausse de 1 376 millions de dollars, ou de 12 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises de 192 millions de dollars, le total des revenus a grimpé de 1 568 millions de dollars, ou de 13 %. En plus des gains relatifs aux acquisitions de 286 millions de dollars pendant la période à l'étude, la hausse d'un exercice à l'autre est principalement attribuable aux augmentations du revenu d'intérêts net et des revenus tirés des activités de gestion de patrimoine en raison des apports tant des acquisitions récentes que des activités existantes de fonds communs de placement. Les acquisitions récentes ont représenté 639 millions de dollars de cette augmentation. La Banque a aussi enregistré des hausses des commissions de placement, des commissions tirées des activités de transaction et des revenus tirés des activités de titrisation ainsi que des variations favorables de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par les baisses des gains nets sur titres et des revenus de transactions, surtout en ce qui concerne les activités visant les titres à revenu fixe.

#### *Revenu d'intérêts net*

Le revenu d'intérêts net depuis le début de l'exercice (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 7 085 millions de dollars, en hausse de 491 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable de la conversion des devises de 102 millions de dollars. La hausse est attribuable à la croissance interne des actifs, principalement dans le secteur des prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien et des prêts aux particuliers et aux entreprises des opérations internationales, partiellement contrebalancée par la baisse de la marge nette sur intérêts.

La marge nette sur intérêts de 1,70 % depuis le début de l'exercice a baissé comparativement à celle de 1,72 % durant la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement à cause de la croissance des titres détenus à des fins de transaction et des titres pris en pension générant de faibles écarts. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les variations favorables de la juste valeur des instruments financiers utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif et l'élargissement de la marge dans le portefeuille de prêts de R-G Premier Bank.



### *Autres revenus*

Pour la période de neuf mois, les autres revenus ont atteint 6 070 millions de dollars, en hausse de 885 millions de dollars, ou de 17 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises de 90 millions de dollars, les autres revenus ont grimpé de 975 millions de dollars, ou de 19 %. Ces résultats incluent les gains relatifs aux acquisitions de 286 millions de dollars. La hausse d'un exercice à l'autre reflète l'augmentation des revenus tirés des activités de gestion de patrimoine, à la suite de l'acquisition récente de Patrimoine Dundee inc. (« Patrimoine Dundee »), et la croissance des activités existantes de fonds communs de placement. La Banque a aussi enregistré des hausses des commissions tirées des activités de transaction ainsi que des revenus des activités de titrisation et tirés des services bancaires d'investissement. De plus, les résultats de l'exercice précédent incluaient une perte liée à la participation de la Banque dans une société affiliée au Venezuela, en raison d'une dévaluation considérable du bolivar vénézuélien, contrebalancée par un gain ponctuel sur la vente des activités d'administration des pensions au Mexique. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par des réductions des revenus de transactions sur les valeurs à revenu fixe et des gains nets sur titres.

### *Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Pour la période de neuf mois, la dotation à la provision pour pertes sur créances totale s'est établie à 774 millions de dollars, en baisse de 211 millions de dollars par rapport à celle de 985 millions de dollars durant la période correspondante de l'exercice précédent. La plus grande partie de la baisse est attribuable à la diminution des dotations des Opérations internationales et, dans une moindre mesure, du Réseau canadien, quelque peu contrebalancée par une légère hausse de la dotation de Scotia Capitaux. Pendant la période à l'étude, la dotation à la provision pour pertes sur créances a profité d'une reprise de 30 millions de dollars sur la provision générale, alors qu'une reprise de 44 millions de dollars sur la provision sectorielle avait été constatée durant la période correspondante de l'exercice précédent. Une analyse plus approfondie du risque de crédit est présentée à la page 9.

### *Frais autres que d'intérêts et productivité*

Pour la période de neuf mois, les frais autres que d'intérêts ont atteint 7 045 millions de dollars, en hausse de 1 046 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport à 5 999 millions de dollars durant l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence favorable de la conversion des devises de 60 millions de dollars, les frais se sont accrus de 1 106 millions de dollars, ou de 18 %. Les acquisitions récentes ont compté pour 432 millions de dollars de cette hausse. Le reste de la croissance de 673 millions de dollars est principalement attribuable aux augmentations des charges liées à la rémunération, du fait de l'accroissement du personnel, et de la rémunération à base d'actions. La rémunération liée à la performance a également augmenté en raison des revenus fondés sur les commissions liées aux volumes ainsi que des augmentations dans la plupart des régimes d'encouragement axés sur les résultats en fonction des résultats depuis le début de l'exercice. Les frais liés aux avantages sociaux et aux régimes de retraite ont également augmenté en raison de la variation des hypothèses

actuarielles et de la valeur des actifs des régimes. Le reste de l'augmentation des frais a servi à soutenir les initiatives de croissance courantes.

Le ratio de productivité depuis le début de l'exercice de la Banque s'est établi à 53,6 %, contre 50,9 % durant la période correspondante de l'exercice précédent.

### *Impôts*

Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice s'est établi à 21,4 %, comparativement à 29,6 % durant la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable aux gains relatifs aux acquisitions non imposables, à la hausse du revenu exonéré d'impôt et à la réduction du taux d'imposition prévu par la loi au Canada. La Banque a également enregistré une baisse des impôts des filiales étrangères ainsi qu'une réduction des ajustements d'impôts futurs.

## Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 62 à 77 du rapport annuel 2010.

### *Risque de crédit*

#### *Dotation à la provision pour pertes sur créances*

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 243 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 276 millions de dollars durant la période correspondante de l'exercice précédent et à 262 millions de dollars au trimestre précédent. Ces résultats tiennent compte de la réduction de 30 millions de dollars de la provision générale pour le trimestre à l'étude et de la reprise de 24 millions de dollars sur la provision sectorielle durant la période correspondante de l'exercice précédent. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est élevée à 273 millions de dollars pendant la période à l'étude, en baisse par rapport à celle de 300 millions de dollars durant la période correspondante de l'exercice précédent et légèrement en hausse comparativement à celle de 262 millions de dollars au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du Réseau canadien a été de 145 millions de dollars, en baisse comparativement à celle de 163 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais inchangée par rapport à celle du trimestre précédent. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la baisse de la dotation à la provision relative aux prêts aux particuliers a été partiellement contrebalancée par la hausse de la dotation à la provision relative aux prêts aux entreprises à cause d'un seul compte, compte tenu également d'une reprise de 6 millions de dollars, durant l'exercice précédent, sur la provision sectorielle constituée à l'égard du secteur de l'automobile. Comparativement au trimestre précédent, la baisse de la dotation à la provision relative aux prêts aux particuliers a été entièrement contrebalancée par la hausse de la dotation à la provision relative aux prêts aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances des Opérations internationales s'est chiffrée à 120 millions de dollars, contre 138 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 106 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, la dotation à la provision relative aux prêts aux particuliers a diminué, principalement au Mexique, et la dotation à la provision relative aux prêts aux entreprises s'est améliorée dans toutes les régions. Par rapport à celle du trimestre précédent, la dotation à la provision relative aux prêts aux particuliers est demeurée relativement inchangée, tandis que la dotation à la provision relative aux prêts aux entreprises a augmenté.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de Scotia Capitaux s'est établie à 8 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre des reprises et recouvrements nets totalisant 25 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent et une dotation de 10 millions de dollars pour le trimestre précédent. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient une reprise de 18 millions de dollars sur la provision sectorielle constituée à l'égard du secteur de l'automobile. Pendant la période à l'étude, les nouvelles provisions constituées au Canada ont été partiellement contrebalancées par les reprises et recouvrements nets aux États-Unis.

Aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été constatée pour les activités de Gestion de patrimoine mondiale pendant le trimestre à l'étude.

#### *Provision pour pertes sur créances*

La provision totale pour pertes sur créances a grimpé à 2 824 millions de dollars au 31 juillet 2011, comparativement à 2 796 millions de dollars au 31 octobre 2010.

Les provisions spécifiques du Réseau canadien se sont accrues pour atteindre 664 millions de dollars au 31 juillet 2011, contre 608 millions de dollars au 31 octobre 2010, en raison d'une hausse des provisions spécifiques pour les portefeuilles de prêts aux entreprises.

Les provisions spécifiques de 705 millions de dollars pour les Opérations internationales sont demeurées inchangées depuis la fin de l'exercice précédent.

Les provisions spécifiques de Scotia Capitaux ont baissé de 64 millions de dollars, au 31 octobre 2010, à 63 millions de dollars.

La provision générale pour pertes sur créances a diminué pour s'établir à 1 382 millions de dollars au 31 juillet 2011, par rapport à 1 410 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des estimations des pertes inhérentes au portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers.

#### *Prêts douteux*

Le montant total brut des prêts douteux était de 4 205 millions de dollars au 31 juillet 2011, en baisse de 216 millions de dollars depuis le 31 octobre 2010, la plupart des secteurs d'activité ayant connu des baisses.

Le montant total net des prêts douteux du Réseau canadien s'est établi à 534 millions de dollars, en baisse par rapport au montant de 608 millions de dollars au 31 octobre 2010, en raison de la diminution du montant net des prêts douteux des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises.

Le montant total net des prêts douteux des Opérations internationales a reculé à 2 046 millions de dollars, comparativement à 2 209 millions de dollars au 31 octobre 2010, également en raison de la

diminution du montant net des prêts douteux des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. Les prêts douteux incluaient un montant de 427 millions de dollars (553 millions de dollars au 31 octobre 2010) de prêts douteux obtenus lors de l'acquisition de R-G Premier Bank en 2010. Ces prêts ont été enregistrés à leur juste valeur à la date d'acquisition et aucune provision n'a été constatée à cette date puisque les pertes sur créances avaient été prises en considération pour déterminer leur juste valeur. En vertu des IFRS, ces prêts ne seront pas inclus dans les prêts douteux pourvu que leurs flux de trésorerie prévus continuent d'être égaux ou supérieurs aux montants prévus à la date d'acquisition.

Le montant total net des prêts douteux de Scotia Capitaux se situait à 179 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, par rapport à 227 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent, en raison des réductions du montant net des prêts douteux inclus dans les portefeuilles américain et canadien.

#### *Survol du portefeuille de prêts*

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs et des régions. Au 31 juillet 2011, ces prêts s'élevaient à 184 milliards de dollars, ou 61 % du total des prêts de la Banque, à peu près inchangés depuis le trimestre précédent (compte tenu des provisions spécifiques, mais non de la provision générale pour pertes sur créances). Une proportion très élevée de ces prêts hypothécaires à l'habitation et prêts à la consommation est garantie, le portefeuille du Réseau canadien l'étant à 92 % et celui des Opérations internationales, à 76 %.

#### *Risque de crédit lié à certains pays européens en raison de la conjoncture actuelle*

En raison de l'envergure de ses opérations internationales, la Banque est exposée à un risque de crédit souverain dans un certain nombre de pays. La Banque gère activement ce risque souverain et applique des limites de risque adaptées à la solvabilité des pays concernés.

Le risque de la Banque lié à certains pays européens qui ont fait récemment les manchettes n'est pas important et la Banque n'avait aucun risque souverain lié à la Grèce, à l'Italie, au Portugal ou à l'Espagne au 31 juillet 2011. Le risque souverain lié à l'Irlande était de 210 millions de dollars au 31 juillet 2011, largement sous la forme de dépôts auprès de la banque centrale découlant des exigences réglementaires pour appuyer les opérations de la Banque dans ce pays.

Quant au risque découlant de banques dans les pays susmentionnés, il était nul par rapport aux banques grecques à la fin du trimestre à l'étude. Au 31 juillet 2011, le risque lié à des banques portugaises, irlandaises et espagnoles était, respectivement, de 95 millions de dollars, de 112 millions de dollars et de 143 millions de dollars. Le risque découlant de banques italiennes s'élevait à 1 127 millions de dollars, principalement à l'égard des activités de transaction sur métaux précieux et de prêt. De plus, la Banque n'avait aucun risque important concernant les titres détenus à des fins de transaction.

### Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transactions de la Banque. Au troisième trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est élevée à 11,8 millions de dollars, contre 12,7 millions de dollars durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à la diminution des risques de taux d'intérêt et de change, partiellement contrebalancée par l'augmentation du risque sur actions.

Comparativement à celle du trimestre précédent, la VAR quotidienne moyenne a diminué, passant de 12,1 millions de dollars à 11,8 millions de dollars, surtout en raison de la baisse des risques de taux d'intérêt et sur actions.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Taux d'intérêt	<b>10,0 \$</b>	11,9 \$	11,8 \$
Actions	<b>5,3</b>	7,3	3,5
Change	<b>0,9</b>	1,4	1,4
Marchandises	<b>1,9</b>	2,0	2,2
Effet de la diversification	<b>(6,3)</b>	(10,5)	(6,2)
VAR à l'échelle de la Banque	<b>11,8 \$</b>	12,1 \$	12,7 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant neuf jours pendant le troisième trimestre, comparativement à deux jours durant le trimestre précédent, en raison de la volatilité plus grande des marchés des capitaux. Ces pertes se sont situées à l'intérieur des limites prévues par la méthode de la VAR.

### Risque d'illiquidité

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides afin de soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs afin d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2011, ces actifs liquides s'élevaient à 171 milliards de dollars, ou 30 % du total de l'actif, contre 187 milliards de dollars, ou 33 % du total de l'actif, au 30 avril 2011. Ces actifs étaient composés de titres et d'autres actifs liquides, notamment de la trésorerie et des dépôts auprès de banques à raison, respectivement, de 65 % et de 35 % (respectivement 61 % et 39 % au 30 avril 2011). La diminution des actifs liquides a découlé d'une réduction des dépôts auprès de banques.

Dans le cadre de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs en vue de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également donner des titres en nantissement dans le cadre de prises en pension de titres. Au 31 juillet 2011, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 108 milliards de dollars, comparativement à 105 milliards de dollars au 30 avril 2011. La variation d'un trimestre à l'autre s'explique surtout par une augmentation des activités de nantissement pour appuyer le programme d'obligations couvertes de la Banque, partiellement contrebalancée par une diminution des activités d'emprunt de titres et de prêt. Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devrait fournir des garanties supplémentaires si jamais ses

cotes de crédit sont abaissées. Elle s'assure d'avoir accès à des garanties suffisantes pour remplir ses obligations advenant qu'une ou plusieurs agences de notation révisent ses cotes à la baisse.

### Bilan

Au 31 juillet 2011, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 568 milliards de dollars, en hausse de 41 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises, le total de l'actif a augmenté de 53 milliards de dollars, ou de 10 %.

Les liquidités ont progressé de 12 milliards de dollars du fait surtout de la hausse des dépôts portant intérêt auprès de banques et des métaux précieux.

Le total des titres a augmenté de 10 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010, soit principalement les titres détenus à des fins de transaction en raison de positions plus importantes en actions, en obligations de sociétés et en titres de créance de gouvernements étrangers à cote élevée. Les placements comptabilisés à la valeur de consolidation ont reculé de 240 millions de dollars surtout du fait de l'acquisition des actions restantes de Patrimoine Dundee.

Au 31 juillet 2011, le gain non réalisé sur les titres disponibles à la vente, compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles, se chiffrait à 1 073 millions de dollars, en baisse de 116 millions de dollars depuis le 31 octobre 2010. Les baisses des gains non réalisés sur les titres adossés à des créances hypothécaires émis et conservés par la Banque et sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements étrangers ont été partiellement contrebalancées par les augmentations de la valeur des actions découlant de l'amélioration des marchés des capitaux.

Le portefeuille de prêts de la Banque s'est accru de 9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises, les prêts ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou de 5 %. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont grimpé de 7 milliards de dollars, principalement en raison de la croissance en Amérique latine et en Asie, ainsi que de ScotiaMocatta. Dans le secteur des prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 3 milliards de dollars.

Les hausses de 1,2 milliard de dollars de l'écart d'acquisition et de 2,6 milliards de dollars des autres actifs incorporels sont principalement attribuables à l'acquisition de Patrimoine Dundee.

Au 31 juillet 2011, le total du passif se chiffrait à 535 milliards de dollars, en hausse de 37 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises, le total du passif a augmenté de 49 milliards de dollars, ou de 10 %.

Le total des dépôts a progressé de 29 milliards de dollars, compte tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises de 10 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers ont progressé de 3 milliards de dollars, principalement en raison de la croissance des comptes d'épargne à intérêts élevés au Canada. Les dépôts des entreprises et des gouvernements ont grimpé de 26 milliards de dollars, surtout aux États-Unis.

Les obligations relatives aux titres mis en pension ont progressé de 6 milliards de dollars. Le passif lié aux instruments dérivés a augmenté de 2 milliards de dollars, soit une hausse semblable à celle de l'actif lié aux instruments dérivés.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 718 millions de dollars depuis le 31 octobre 2010, compte tenu du reclassement de participations ne donnant pas le contrôle de 602 millions de dollars. Cette hausse est attribuable au capital autogénéré d'un montant de 2 155 millions de dollars, à l'émission de 1,8 milliard de dollars d'actions ordinaires et de 409 millions de dollars d'actions privilégiées pour l'acquisition de Patrimoine Dundee, ainsi qu'à l'émission de 585 millions de dollars d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et de l'exercice d'options. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par une augmentation de 883 millions de dollars de la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu, ce qui a découlé essentiellement d'une augmentation des pertes de change non réalisées à la suite de l'appréciation du dollar canadien.

## Gestion du capital

La Banque Scotia tient à maintenir un solide capital afin de contrer les risques liés à ses diverses activités. Le cadre de gestion du capital de la Banque comporte un processus interne exhaustif d'évaluation de la suffisance du capital visant à assurer qu'elle dispose d'un capital amplement suffisant pour lui permettre de faire face aux risques actuels et futurs et d'atteindre ses objectifs stratégiques. Les principales composantes de ce processus comprennent une saine gouvernance d'entreprise, l'établissement de cibles en matière de capital fondées sur les risques, la gestion et la surveillance du capital sur une base courante, mais aussi prospective et l'utilisation de paramètres financiers appropriés qui mettent en corrélation le risque et le capital, notamment les mesures du capital réglementaire. Les pratiques de la Banque en matière de gestion du capital n'ont pas changé par rapport à celles décrites aux pages 41 à 46 du rapport annuel 2010.

### *Ratios de capital*

La Banque continue à maintenir un capital solide.

Au 31 juillet 2011, le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total avaient augmenté, s'établissant respectivement à 12,3 % et 14,1 %, comparativement à 12,0 % et 13,9 % au 30 avril 2011 et à 11,8 % et 13,8 % au 31 octobre 2010.

L'accroissement des ratios depuis la fin de l'exercice précédent est attribuable au solide capital autogénéré ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires et privilégiées pour l'acquisition de Patrimoine Dundee. La croissance du capital a contrebalancé l'incidence défavorable de l'augmentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels découlant de l'acquisition ainsi que de la hausse de l'actif pondéré en fonction du risque depuis la fin de l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, l'accroissement provient du capital autogénéré et de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes de la Banque, partiellement contrebalancée par la hausse de 2 milliards de dollars de l'actif pondéré en fonction du risque.

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,6 % au 31 juillet 2011, en hausse comparativement à celui de 9,3 % au 30 avril 2011 et relativement stable par rapport à celui de 9,7 % au 31 octobre 2010.

### *Bâle III*

Le 16 décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCC ») a publié les règles définitives révisées sur la suffisance du capital, désignées sous le nom de « Bâle III », lesquelles accroissent les exigences en matière de capital et instaurent un ratio de levier financier internationalement harmonisé. Les exigences en matière de capital accrues seront mises en place de façon progressive entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2019. À compter de janvier 2019, la Banque sera tenue de respecter un nouveau ratio minimum actions ordinaires/capital de catégorie 1 de 4,5 % et un volant de conservation de fonds propres de 2,5 %, pour un total de 7 % de l'actif pondéré en fonction du risque.

Dans l'ensemble, les règles de Bâle III accroîtront les déductions réglementaires à partir des capitaux propres ordinaires et entraîneront une augmentation de l'actif pondéré en fonction du risque de la Banque. La direction a réalisé diverses analyses et élaboré diverses projections, et elle continue à croire, compte tenu de la solidité historique du capital autogénéré et du modèle d'entreprise à faible risque de la Banque, que cette dernière est en bonne voie de satisfaire aux exigences en matière de capital de Bâle III applicables en 2019 au début de la période de mise en œuvre. En fonction de ses hypothèses courantes et de sa compréhension des règles de Bâle III, la Banque estime que son ratio actions ordinaires/capital de catégorie 1 se situera dans une fourchette de 7 % à 7,5 % d'ici le premier trimestre de 2013.

Par ailleurs, le 13 janvier 2011, le CBCC a publié des directives supplémentaires traitant spécifiquement des critères d'admissibilité en matière d'absorption des pertes de fonds propres en cas de défaillance d'un établissement. Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a publié un avis le 16 août 2011 dans lequel il a confirmé l'entrée en vigueur de ces exigences le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ces règles modifient l'admissibilité des instruments qui peuvent être inclus dans le capital réglementaire et prévoient une période de transition et de retrait progressif des instruments qui ne satisfont pas aux exigences.

Tous les instruments de capitaux propres en circulation autres que des actions ne respectent pas ces critères supplémentaires et devront être retirés progressivement à compter de janvier 2013. Certains instruments de capitaux propres innovateurs de catégorie 1 émis par la Banque contiennent un droit de rachat sur événement réglementaire. Bien qu'elle n'ait pas l'intention pour le moment d'invoquer toute clause de rachat sur événement réglementaire comprise dans ces instruments de capitaux propres, la Banque se réserve le droit de rembourser ou de racheter ces instruments en tout temps, selon les modalités de chaque émission.

## Dividende par action ordinaire

Lors de sa réunion du 29 août 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,52 \$ par action ordinaire. Ce dividende trimestriel sera versé le 27 octobre 2011 aux actionnaires inscrits le 4 octobre 2011.

## Instruments financiers

Vu la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans son bilan et font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 9. Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites aux pages 79 et 80 du rapport annuel 2010. La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Pendant le trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont, en règle générale, découlé d'une conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Au 31 juillet 2011, les montants nominaux de référence des instruments dérivés totalisaient 2 708 milliards de dollars contre 2 055 milliards de dollars au 31 octobre 2010, en raison principalement de l'augmentation du volume des contrats de taux d'intérêt. La proportion des instruments dérivés détenus à des fins de transaction et celle des instruments dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif sont demeurées généralement inchangées. Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, s'est chiffré à 20,8 milliards de dollars, contre 21,5 milliards de dollars au trimestre précédent.

## Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considèrent, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée aux pages 50 et 51 du rapport annuel 2010. Ces informations constituent une analyse détaillée de la nature et de l'étendue des expositions de la Banque. Il ne s'est produit aucun changement important dans l'exposition de la Banque aux titres adossés à des créances hypothécaires, au papier commercial adossé à des actifs, aux instruments de placement structuré, aux prêts et titres de type Alt-A, aux prêts à fort effet de levier financier en attente de syndication et aux titres à enchères.

### *Titres adossés à des créances avec flux groupés et titres adossés à des prêts avec flux groupés*

#### *Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction*

Au 31 juillet 2011, la valeur comptable des TCFG et TPF fondés sur des actifs liquides et inscrits au bilan consolidé en tant que prêts s'établissait à 845 millions de dollars (866 millions de dollars au 30 avril 2011; 943 millions de dollars au 31 octobre 2010) et leur juste valeur s'élevait à 641 millions de dollars (636 millions de dollars au 30 avril 2011; 623 millions de dollars au 31 octobre 2010). Aucun de ces TCFG et TPF fondés sur des actifs liquides n'est classé dans les prêts douteux. Le profil de risque global des TCFG et TPF fondés sur des actifs liquides n'a pas changé de façon importante depuis le 30 avril 2011 et le 31 octobre 2010.

Au 31 juillet 2011, l'exposition résiduelle de la Banque à des TCFG et TPF synthétiques s'établissait à 126 millions de dollars (129 millions de dollars au 30 avril 2011; 185 millions de dollars au 31 octobre 2010). Pendant le trimestre à l'étude, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 4 millions de dollars dans le bénéfice net au titre des variations de la juste valeur des TCFG et TPF synthétiques (gain avant impôts de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011; perte avant impôts de 5 millions de dollars au troisième trimestre de 2010). La variation de la juste valeur des TCFG et TPF synthétiques tient essentiellement à l'élargissement des écarts de taux. Le profil de risque global des TCFG et TPF synthétiques n'a pas changé de façon importante depuis le 30 avril 2011 et le 31 octobre 2010.

#### *Portefeuille de transaction*

La Banque détient des TCFG synthétiques dans son portefeuille de transaction en raison des opérations de montage et de gestion conclues avec des clients et d'autres institutions financières. Afin de couvrir son risque lié aux revenus de transactions, la Banque acquiert des TCFG auprès d'autres institutions financières ou en vend à ces dernières et elle achète ou vend des tranches indicelles ou des swaps sur défaillance à désignation unique.

Le profil de risque global des TCFG en cours de la Banque n'a pas changé de façon marquée depuis le 30 avril 2011 et le 31 octobre 2010.

#### *Risques liés aux rehausseurs de crédit*

Les risques directs et indirects liés aux rehausseurs de crédit auxquels la Banque est exposée n'ont pas changé de façon importante depuis la clôture de l'exercice précédent.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »); les opérations de titrisation; les garanties et autres engagements. Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent.

Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 46 à 49 du rapport annuel 2010 de la Banque.

#### *Fonds multicédants parrainés par la Banque*

La Banque parraine trois fonds multicédants, dont deux sont établis au Canada et un, aux États-Unis.

Le principal risque auquel la Banque est exposée en raison des fonds multicédants découle des concours de trésorerie consentis. La Banque est uniquement tenue d'acheter une participation dans les actifs détenus par ces fonds multicédants. Il est possible que l'agent administratif exige du fournisseur de liquidités qu'il s'acquitte de ses engagements aux termes de sa convention d'achat d'actifs si le fonds multicédants n'est pas en mesure d'accéder au marché du papier

commercial. La Banque n'est pas tenue d'acheter les actifs des fonds multicédants lorsque ceux-ci se trouvent en situation d'insolvabilité.

#### Canada

Le total des concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants au Canada s'établissait à 2,0 milliards de dollars au 31 juillet 2011 (1,5 milliard de dollars au 30 avril 2011; 1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2010). Au 31 juillet 2011, le total du papier commercial en circulation relativement aux fonds multicédants établis au Canada et administrés par la Banque se chiffrait à 1,3 milliard de dollars (0,8 milliard de dollars au 30 avril 2011; 0,9 milliard de dollars au 31 octobre 2010). Au 31 juillet 2011, les actifs financés achetés et détenus par les deux fonds multicédants établis au Canada et administrés par la Banque, actifs présentés à leur coût initial, s'élevaient à 1,3 milliard de dollars (0,8 milliard de dollars au 30 avril 2011; 0,9 milliard de dollars au 31 octobre 2010). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2010.

#### États-Unis

Le total des concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants aux États-Unis s'établissait à 6,6 milliards de dollars au 31 juillet 2011 (6,4 milliards de dollars au 30 avril 2011; 6,5 milliards de dollars au 31 octobre 2010). La Banque fournit aussi des rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme à ce fonds multicédants. Au 31 juillet 2011, le total du papier commercial en circulation relativement au fonds multicédants établi aux États-Unis et administré par la Banque se chiffrait à 3,4 milliards de dollars (3,4 milliards de dollars au 30 avril 2011; 3,1 milliards de dollars au 31 octobre 2010). Au 31 juillet 2011, les actifs financés achetés et détenus par le fonds multicédants établi aux États-Unis et administré par la Banque s'élevaient à 3,4 milliards de dollars (3,4 milliards de dollars au 30 avril 2011; 3,1 milliards de dollars au 31 octobre 2010). La juste valeur de ces actifs au 31 juillet 2011 se situait à 3,2 milliards de dollars (3,1 milliards de dollars au 30 avril 2011; 2,7 milliards de dollars au 31 octobre 2010). Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition de ce fonds multicédants depuis le 31 octobre 2010.

#### Autres arrangements hors bilan

La Banque consent des concours de trésorerie à des fonds multicédants qu'elle ne parraine pas, mais qui le sont par de tierces parties des États-Unis. Il ne s'est produit aucun changement important quant au risque auquel ces concours de trésorerie exposent la Banque depuis la fin de l'exercice précédent. La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation dans le but de diversifier ses sources de financement étant donné qu'il s'agit d'un moyen financièrement avantageux de financer la croissance de ce portefeuille. Pendant le trimestre à l'étude, la Banque a titrisé d'autres prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 2,0 milliards de dollars, ce qui a porté le solde des prêts hypothécaires titrisés en cours à 17,7 milliards de dollars au 31 juillet 2011, contre 16,0 milliards de dollars au 31 octobre 2010.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects est demeuré inchangé depuis le 31 octobre 2010. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts inscrites dans les autres revenus se sont établies à 111 millions de dollars pendant le trimestre clos le 31 juillet 2011, comparativement à 108 millions de dollars durant le trimestre précédent.

## Contrôles et conventions comptables

### Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principales conventions comptables utilisées aux fins de l'établissement de ces états financiers. Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel 2010.

### Modifications de conventions comptables

#### *Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations ne donnant pas le contrôle*

En janvier 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié de nouvelles normes comptables sur les regroupements d'entreprises, les états financiers consolidés et les participations ne donnant pas le contrôle. Ces normes sont conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée de ces normes est permise. Si une entité choisit l'adoption anticipée, les trois normes doivent être adoptées parallèlement.

La norme visant les regroupements d'entreprises porte sur l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris et la date à laquelle les évaluations doivent être faites. Les deux autres normes ont été révisées pour s'assurer que les exigences comprises dans la norme sur les regroupements d'entreprises sont appliquées de façon adéquate lors de la préparation des états financiers consolidés et de la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle après la date d'acquisition.

Pendant le trimestre précédent, la Banque a choisi d'adopter de façon anticipée ces trois normes rétrospectivement à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010. Par conséquent, tous les regroupements d'entreprises conclus depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010 ont été comptabilisés conformément à ces normes révisées.

Selon le principe clé sous-jacent à la norme sur les regroupements d'entreprises, toutes les acquisitions sont mesurées à la juste valeur à

la date d'acquisition. Les principaux changements apportés aux normes sont les suivants :

- l'acquisition est comptabilisée à la juste valeur (selon les PCGR antérieurs, seule la quote-part proportionnelle des ajustements à la juste valeur de la Banque était comptabilisée);
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur (compte non tenu de la quote-part proportionnelle de l'écart d'acquisition) et classées dans les capitaux propres;
- les frais connexes à l'acquisition et les coûts de restructuration sont passés en charges dans les périodes au cours desquelles ils sont engagés, alors que les PCGR antérieurs permettaient de comptabiliser une partie des coûts à la date d'acquisition;
- la contrepartie conditionnelle et les autres passifs conditionnels, le cas échéant, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont comptabilisées en résultat;
- lorsque la contrepartie de l'achat est sous forme d'actions de l'acquéreur, elle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition plutôt qu'à la date de l'annonce comme l'exigent les PCGR antérieurs;
- les acquisitions par étapes sont comptabilisées à la juste valeur et un gain ou une perte peut être comptabilisé en résultat à la date de la transaction en raison de la réévaluation du placement initial.

L'application rétrospective des normes révisées n'a entraîné que le retraitement des participations ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés du premier trimestre. À l'exception du reclassement des participations ne donnant pas le contrôle, l'adoption de la nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque au 31 janvier 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Les reclassements liés aux participations ne donnant pas le contrôle ont été les suivants :

- les participations ne donnant pas le contrôle ont été virées du passif vers les capitaux propres dans le bilan consolidé;
- la partie du bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle n'est plus déduite du bénéfice net dans l'état des résultats. Le bénéfice net est plutôt réparti entre les porteurs de titres de capitaux propres de la Banque et les participations ne donnant pas le contrôle.

En ce qui concerne les états financiers consolidés du deuxième trimestre, l'adoption de ces nouvelles normes comptables canadiennes a entraîné un gain net de 286 millions de dollars dans l'état consolidé des résultats. Ce gain découle principalement de la comptabilisation par la Banque du placement dans Patrimoine Dundee. Le placement supplémentaire effectué au deuxième trimestre est considéré comme une acquisition par étapes et a été comptabilisé à la juste valeur, ce qui a entraîné un gain de 260 millions de dollars à la suite de la réévaluation de la participation de 18 % que la Banque détenait dans Patrimoine Dundee.

Le reste du gain de 26 millions de dollars a trait à la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition d'une acquisition récente qui a été faite à un prix inférieur à la juste valeur. Les nouvelles normes exigent qu'un écart d'acquisition négatif soit comptabilisé en résultat sans d'abord réduire les actifs non monétaires, ce qui donne lieu à un gain plus élevé comptabilisé en résultat selon ces nouvelles normes.

Selon les PCGR du Canada antérieurs, un montant de 26 millions de dollars aurait été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition négatif. Compte tenu de la modification, le total de l'écart d'acquisition négatif comptabilisé au titre de l'acquisition s'est chiffré à 52 millions de dollars.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables a donné lieu à une contrepartie d'achat additionnelle d'environ 350 millions de dollars relativement à l'acquisition de Patrimoine Dundee. Cette hausse découle principalement des facteurs suivants :

- le gain découlant de la réévaluation de la participation initiale de la Banque est considéré comme faisant partie de la contrepartie de l'achat;
- les actions ordinaires émises par la Banque en tant que contrepartie de l'acquisition ont été évaluées au cours à la date de clôture plutôt qu'à la date de l'annonce selon les PCGR antérieurs (hausse de 110 millions de dollars).

## Modifications futures de conventions comptables

### *Transition aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »)*

Les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes sont tenues d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Dans le cas de la Banque, les IFRS s'appliqueront aux états financiers des périodes intermédiaires et des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 (la date d'adoption) et exigeront la préparation et la présentation d'informations comparatives pour un exercice, y compris un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> novembre 2010 (la date de transition).

Les pages 83 à 87 du rapport annuel 2010 renferment une analyse détaillée du plan d'exécution du basculement aux IFRS de la Banque, notamment les éléments et étapes clés ainsi que l'état d'avancement du projet. De plus, les différences entre les méthodes comptables et les choix selon les IFRS qui sont susceptibles d'avoir le plus de répercussions sur la Banque sont analysés en détail. La Banque conseille aux lecteurs de lire cette analyse détaillée parallèlement avec ce qui suit.

### Éléments clés du plan de basculement aux IFRS

Le projet de transition aux IFRS de la Banque continue à progresser conformément au plan de basculement. La section qui suit résume les progrès réalisés depuis la fin de l'exercice précédent par la Banque à l'égard des principales activités et étapes clés qui sont contenues dans son plan de conversion.

#### *Présentation des états financiers*

Le format recommandé des états financiers intermédiaires et annuels préparés conformément aux IFRS et des notes y afférentes a été élaboré en grande partie. Ces états financiers et notes devraient évoluer à mesure que la Banque continue d'évaluer les meilleures pratiques et points de vue du secteur.

La quantification et la préparation du bilan d'ouverture, des résultats annuels comparatifs et des notes y afférentes conformément aux IFRS sont presque achevées. Les estimations des incidences importantes sur le bilan d'ouverture ont été déterminées et sont présentées ci-dessous.

### *Formation et communication*

Des programmes de formation continuent d'être offerts au personnel du Service des finances et à d'autres parties prenantes clés, y compris les membres du conseil d'administration et de la haute direction. Ces programmes seront offerts, y compris une formation particulière aux dirigeants du service du crédit et des prêts dans toute la Banque, au moyen de divers canaux de communication, et mettront de plus en plus l'accent sur des sujets spécifiques.

### *Systèmes de technologie de l'information*

La solution permettant la saisie des informations relatives aux états financiers de l'exercice comparatif (y compris l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS) a été mise en œuvre.

La Banque n'a pas déterminé qu'il était nécessaire d'apporter des modifications importantes à ses systèmes de technologie de l'information en raison des modifications exigées par les IFRS.

### *Activités commerciales et processus*

Des changements de processus sont mis en œuvre pour prendre en compte les incidences sur la présentation de l'information financière et sur d'autres éléments tels que les processus permettant d'évaluer la performance financière de la Banque, y compris la planification et l'établissement des prévisions budgétaires et la gestion du capital.

### *Environnement de contrôle*

Les changements qui doivent être apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) et aux contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) par suite des changements de méthodes comptables, de processus et de systèmes continuent d'être évalués et mis en œuvre au besoin. Jusqu'à maintenant, la Banque n'a pas découvert de changements pouvant avoir une incidence profonde ou systémique sur ses méthodes, processus et systèmes.

### Principales incidences sur le plan financier

#### *Différences clés entre les conventions comptables actuelles et les méthodes comptables conformes aux IFRS*

La Banque a repéré certaines différences clés qui pourraient influencer grandement sur ses états financiers, ses activités ou son capital. Les différences clés sont analysées plus en détail dans le rapport annuel 2010 de la Banque. Les ajustements nets du bilan d'ouverture de la Banque en raison de différences entre les PCGR du Canada et les IFRS seront imputés aux résultats non distribués au moment du basculement ou d'autres composantes des capitaux propres.

L'incidence complète des IFRS sur les résultats financiers consolidés de la Banque au moment du basculement dépend de la finalisation et de l'audit des ajustements selon les IFRS, notamment la détermination définitive et l'approbation des choix de méthodes comptables et des décisions au sujet de l'adoption des IFRS. Ainsi, la Banque en est encore à l'étape d'achever ses ajustements selon les IFRS. Les estimations de certaines des principales incidences sur le bilan d'ouverture sont toutefois analysées ci-dessous. Ces estimations pourraient être modifiées à mesure que la Banque peaufinera son analyse de l'incidence des IFRS et prendra des décisions comptables définitives à

l'égard des IFRS. À l'heure actuelle, l'incidence défavorable totale estimative des ajustements cumulatifs sur le total des capitaux propres serait d'environ 1 milliard de dollars, et l'incidence négative en découlant sur le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque serait d'environ 75 points de base.

### Consolidation

Selon les PCGR du Canada, la consolidation repose sur le modèle des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») et celui du contrôle en vertu des droits de vote. Selon les PCGR du Canada, la consolidation d'une EDDV dépend de la question de savoir si la Banque est la principale bénéficiaire et assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV, si elle reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux.

Selon les IFRS, la consolidation d'une entité (y compris les entités ad hoc) est fondée uniquement sur le contrôle, qui est attesté par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité pour retirer des avantages de ses activités. Lorsqu'il s'agit d'évaluer le contrôle en vertu des IFRS, tous les facteurs pertinents sont pris en compte, y compris les aspects qualitatifs et quantitatifs.

En raison des critères différents, certaines entités ad hoc doivent être consolidées selon les IFRS alors qu'elles ne l'étaient pas selon les PCGR du Canada, y compris un fonds multicédants parrainé par la Banque et les fiducies d'instruments de capitaux propres de la Banque. De plus, certains instruments de capitaux propres qui ont été émis par l'une des fiducies d'instruments de capitaux propres de la Banque actuellement consolidée constituent selon les IFRS des instruments de capitaux propres ou des instruments composés incluant des composantes passif et capitaux propres. Le classement dans la composante capitaux propres, pour une partie ou la totalité des instruments, découle de certaines modalités de paiement de ces instruments qui ne créent pas une obligation inévitable de verser un montant. Les instruments de la fiducie assortis de ces caractéristiques de capitaux propres seront classés, en partie ou en totalité selon le cas, dans la composante capitaux propres.

L'incidence globale estimative représente des hausses d'environ 2,7 milliards de dollars de l'actif de la Banque, d'environ 2,0 milliards de dollars du passif et d'environ 1,0 milliard de dollars des instruments de capitaux propres, ainsi qu'une baisse d'environ 0,3 milliard de dollars du solde d'ouverture des résultats non distribués.

### Regroupements d'entreprises

Selon l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, (l'« IFRS 1 »), une entité peut choisir de ne pas retraiter de manière rétrospective tout regroupement d'entreprises survenu avant la date de transition.

Même si la Banque choisira vraisemblablement de ne pas retraiter ses regroupements d'entreprises survenus avant le 1<sup>er</sup> novembre 2010, elle devra quand même apporter certains ajustements au moment du basculement aux IFRS, notamment à l'évaluation à la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et à la comptabilisation des actifs incorporels auparavant radiés selon les PCGR du Canada. L'incidence estimative de ces ajustements se traduit par des hausses de 2 millions de dollars de l'actif et de 46 millions de dollars du passif ainsi que par la diminution d'environ 44 millions de dollars après impôt des capitaux propres.



#### Paiements fondés sur des actions

Les IFRS exigent que les attributions réglées en trésorerie (c.-à-d. classées dans le passif) soient réévaluées à chaque date de clôture d'après les variations de la juste valeur de l'obligation. Selon les PCGR du Canada, les attributions classées dans le passif sont réévaluées à chaque date de clôture en fonction de la valeur intrinsèque des attributions.

L'IFRS 1 permet de choisir de ne pas réévaluer les attributions classées dans le passif à la juste valeur dans le cas des attributions déjà réglées à la date de transition. L'incidence estimative au moment de la transition pour les attributions qui ne sont pas réglées à la date de transition représente une diminution d'environ 21 millions de dollars du solde d'ouverture des résultats non distribués, contrebalancée par une hausse de 20 millions de dollars des autres passifs et une diminution de 1 million de dollars des actifs d'impôt différé.

#### Avantages du personnel

Selon l'IFRS 1, une entité peut choisir de constater tous les gains et pertes actuariels non amortis cumulés des régimes à prestations définies des salariés à la date de transition, au lieu de procéder à un retraitement rétrospectif, et de rajuster, d'un montant compensatoire, le solde d'ouverture des résultats non distribués.

La Banque choisira vraisemblablement de se prévaloir de l'exemption pour les avantages du personnel. L'incidence estimative de ce choix serait une réduction d'environ 1,5 milliard de dollars après impôt du solde d'ouverture des résultats non distribués. L'incidence selon les IFRS se traduit par un écart par rapport aux PCGR du Canada en raison des ajustements qui doivent être apportés, comme l'utilisation de la date du 31 octobre aux fins d'évaluation actuarielle et l'utilisation de la juste valeur aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs du régime.

#### Montant cumulé des écarts de conversion

L'IFRS 1 permet que le montant cumulé des écarts de conversion pour toutes les activités à l'étranger soit réputé nul à la date de transition aux IFRS, au lieu qu'il soit recalculé depuis le moment de sa comptabilisation initiale. Le recours à cette exemption se traduirait par le reclassement de montants du cumul des autres éléments du résultat global au solde d'ouverture des résultats non distribués, au moment de la transition.

La Banque choisira vraisemblablement de se prévaloir de cette exemption. Le montant reclassé de la perte de conversion cumulée du cumul des autres éléments du résultat global au solde d'ouverture des résultats non distribués serait de 4,5 milliards de dollars, soit le montant calculé selon les PCGR du Canada au 31 octobre 2010.

#### Décomptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers

Aux termes des PCGR du Canada, un modèle fondé sur le contrôle sert à déterminer s'il convient de procéder à une décomptabilisation, alors que, selon les IFRS, il faut principalement établir si la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée. En raison des critères différents, les transferts de certains actifs financiers qui satisfaisaient auparavant aux critères de décomptabilisation des PCGR du Canada ne satisferont pas aux critères de décomptabilisation des IFRS.

Les titrisations de prêts hypothécaires à l'habitation assurés de la Banque au moyen du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC ») qu'a instauré le gouvernement canadien font l'objet d'un traitement hors bilan en vertu des PCGR du Canada. Ces opérations de titrisation portant sur des prêts hypothécaires ne satisferont pas aux critères de décomptabilisation des IFRS. De plus, les prêts hypothécaires titrisés et conservés à titre de titres adossés à des créances hypothécaires qui sont actuellement classés dans les titres disponibles à la vente dans le bilan de la Banque selon les PCGR du Canada seraient reclassés dans les prêts hypothécaires à l'habitation selon les IFRS.

En décembre 2010, l'International Accounting Standards Board (l'IASB) a approuvé des modifications de l'IFRS 1 en vue d'offrir aux nouveaux adoptants le choix d'appliquer prospectivement les exigences de décomptabilisation des IFRS aux transactions effectuées à compter de la date de transition d'une entité ou rétrospectivement à compter d'une autre date choisie par l'entité. En février 2011, le BSIF a émis un avis indiquant que les entités assujetties à la réglementation fédérale doivent appliquer rétrospectivement les exigences de décomptabilisation aux transactions effectuées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

L'application des critères de décomptabilisation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 devrait entraîner une hausse des prêts hypothécaires à l'habitation et des autres actifs d'environ 31 milliards de dollars, une augmentation des dépôts et des autres passifs d'environ 15 milliards de dollars et une baisse des titres disponibles à la vente d'environ 16 milliards de dollars. L'incidence nette sur le solde d'ouverture des résultats non distribués correspondrait à une hausse d'environ 140 millions de dollars après impôt. De plus, le cumul des autres éléments du résultat global diminuerait d'environ 340 millions de dollars après impôt en raison des titres disponibles à la vente.

#### Modifications futures des normes

La Banque surveille de près l'évolution et les modifications des normes formulées par l'IASB et le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada ainsi que des règlements édictés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et le BSIF.

L'IASB a publié récemment des normes révisées sur les sujets suivants : les états financiers consolidés, les partenariats, les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, l'évaluation de la juste valeur, la présentation des états financiers et les avantages du personnel. D'ici la fin de 2011, il prévoit également finaliser les changements des normes sur la comptabilité de couverture (compte non tenu de la couverture de portefeuille) et la compensation d'actifs financiers et publier un autre exposé-sondage sur la dépréciation d'actifs financiers. De plus, l'IASB a décidé de reporter l'application obligatoire de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui a fait l'objet d'un exposé-sondage. La majeure partie de ces changements devrait influencer sur la Banque au plus tôt à compter de son exercice ouvert en 2014. Les incidences de ces changements n'ont pas encore été déterminées.

## Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre clos le 31 juillet 2011, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

## Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 87 et 140 du rapport annuel 2010, n'ont pas été modifiées. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

## Perspectives

Il est peu probable que la reprise économique mondiale soit entravée par la conjoncture courante des marchés. En revanche, la croissance

mondiale a perdu une grande partie de son élan en raison tant de l'arrivée à terme des mesures de stimulation gouvernementales que de la reconstitution des stocks et de la volatilité accrue des marchés financiers et des devises.

À l'échelle internationale, les pays en développement continuent d'enregistrer de solides performances en Asie-Pacifique et en Amérique latine où la Banque exerce activement ses activités. Malgré les défis de la concurrence à l'heure actuelle, le Canada et le Mexique devraient afficher des performances supérieures à la plupart des autres pays développés grâce à leurs bonnes conditions de travail, à leurs économies diversifiées et leurs importants secteurs des marchandises.

Grâce aux résultats obtenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice, la Banque est en bonne voie d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour 2011.

## Données par secteur d'activité

### Réseau canadien

(non audité) (en millions de dollars)  
(base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup>

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010 <sup>2)</sup>	31 juillet 2011	31 juillet 2010 <sup>2)</sup>
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net	1 240 \$	1 170 \$	1 222 \$	3 664 \$	3 678 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	145	145	163	455	533
Autres revenus	337	328	327	1 003	975
Frais autres que d'intérêts	794	737	748	2 268	2 202
Charge d'impôts	177	172	196	542	589
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales <sup>3)</sup>	s.o.	s.o.	–	s.o.	1
<b>Bénéfice net</b>	<b>461 \$</b>	<b>444 \$</b>	<b>442 \$</b>	<b>1 402 \$</b>	<b>1 328 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>3)</sup>	1 \$	1 \$	s.o. \$	3 \$	s.o. \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>3)</sup>	460 \$	443 \$	442 \$	1 399 \$	1 328 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement du capital économique <sup>1)</sup>	37,2 %	37,4 %	39,1 %	38,3 %	38,6 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	211 \$	207 \$	200 \$	208 \$	196 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Les montants pour la période close le 31 juillet 2010 ont été retraités afin de refléter la réorganisation des secteurs d'activité, qui comprennent désormais Gestion de patrimoine mondiale.

3) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le Réseau canadien a déclaré un bénéfice net de 461 millions de dollars pour le trimestre considéré, contre un bénéfice net de 442 millions de dollars, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 19 millions de dollars, ou de 4 %. Le rendement du capital économique a reculé, passant de 39,1 % à 37,2 %.

L'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, a augmenté de 11 milliards de dollars, ou de 6 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète surtout la croissance soutenue des prêts hypothécaires à l'habitation, en hausse de 9 milliards de dollars, ou de 7 %. En outre, les prêts automobiles aux particuliers et les prêts aux entreprises (y compris les acceptations bancaires) ont chacun

augmenté de 1 milliard de dollars. Les dépôts moyens ont progressé de 5 milliards de dollars, ou de 4 %, principalement en raison d'une solide croissance des dépôts des particuliers, des petites entreprises et des entreprises. Une croissance des dépôts des particuliers a été constatée dans les dépôts d'épargne à intérêt élevé ainsi que dans les CPG conclus par des intermédiaires. La croissance des dépôts des petites entreprises et des entreprises est attribuable aux comptes courants et aux dépôts à terme.

Le total des revenus du trimestre à l'étude a augmenté de 28 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce notamment à une croissance du revenu d'intérêts net et des autres revenus.

Le revenu d'intérêts net, qui s'est établi à 1 240 millions de dollars, a augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse du revenu d'intérêts net provenant de l'actif et des dépôts a été largement contrebalancée par une baisse de la marge nette sur intérêts. La baisse de la marge rend compte de l'augmentation du volume des prêts hypothécaires à taux variable dont le rendement est relativement moins élevé, de l'incidence des pressions concurrentielles sur les écarts de taux des nouveaux prêts hypothécaires et de la hausse des taux de gros utilisés aux fins de l'établissement des prix de transfert.

Les autres revenus ont augmenté de 10 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison principalement de la progression des revenus sur cartes tirés des transactions des services bancaires aux particuliers, des frais de service des services bancaires aux particuliers et aux petites entreprises et des commissions de crédit aux entreprises.

---

### *Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011*

D'un trimestre à l'autre, le bénéfice net a augmenté de 17 millions de dollars, ou de 4 %. Le rendement du capital économique du troisième trimestre de 2011 s'est établi à 37,2 %, contre 37,4 % au trimestre précédent.

L'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, a augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 2 %, les prêts aux particuliers et aux entreprises affichant une croissance. Les hausses les plus importantes découlent des prêts hypothécaires résidentiels, lesquels ont augmenté de 3 milliards de dollars (2 %). Il y a également eu une croissance importante des prêts automobiles aux particuliers et des prêts aux entreprises (y compris les acceptations bancaires). Les dépôts ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou de 1 %, particulièrement en ce qui a trait aux comptes courants des entreprises et aux dépôts à terme. Les dépôts ont augmenté dans les Services aux particuliers et aux petites entreprises, surtout en ce qui a trait aux comptes courants et aux comptes d'épargne à intérêts élevés.

Le total des revenus du trimestre à l'étude a augmenté de 79 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le revenu d'intérêts net a augmenté de 70 millions de dollars, ou de 6 %, en raison surtout de la croissance solide des prêts hypothécaires

Pour le trimestre à l'étude, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 145 millions de dollars, en baisse par rapport aux 163 millions de dollars inscrits au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse des dotations à la provision relative aux prêts aux particuliers a été compensée en partie par une hausse de la dotation à la provision à l'égard des prêts aux entreprises visant un compte ainsi qu'à l'avantage tiré l'exercice précédent d'une reprise de 6 millions de dollars sur la provision sectorielle constituée à l'égard du secteur de l'automobile.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 46 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des coûts liés aux prestations de retraite en raison des variations des hypothèses actuarielles et de la valeur des actifs des régimes, de la rémunération liée à la performance et de la publicité.

à l'habitation et du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus. La marge nette sur intérêts est demeurée relativement inchangée.

Pour le trimestre à l'étude, les autres revenus se sont accrus de 9 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des commissions de crédit des services bancaires aux entreprises. La hausse des revenus sur cartes et des frais de service aux particuliers a été largement contrebalancée par des reculs saisonniers d'autres catégories.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du trimestre est demeurée inchangée par rapport à celle du trimestre précédent et elle s'est établie à 145 millions de dollars, la hausse des dotations à la provision relative aux prêts aux entreprises ayant entièrement compensé la réduction de la dotation à la provision à l'égard des prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 8 %, en raison surtout des trois jours de plus que comptait le trimestre à l'étude, de la hausse des coûts liés aux transactions sur cartes de crédit et celle de la rémunération liée à la performance.

Opérations internationales (non audité) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010 <sup>2)</sup>	31 juillet 2011	31 juillet 2010 <sup>2)</sup>
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>1 013 \$</b>	963 \$	949 \$	<b>2 949 \$</b>	2 636 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>120</b>	106	138	<b>333</b>	488
Autres revenus	<b>326</b>	353	311	<b>1 017</b>	1 009
Frais autres que d'intérêts	<b>764</b>	700	689	<b>2 225</b>	1 945
Charge d'impôts	<b>105</b>	108	141	<b>296</b>	393
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales <sup>3)</sup>	<b>s.o.</b>	s.o.	17	<b>s.o.</b>	51
<b>Bénéfice net</b>	<b>350 \$</b>	402 \$	275 \$	<b>1 112 \$</b>	768 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>3)</sup>	<b>18 \$</b>	16 \$	s.o. \$	<b>52 \$</b>	s.o. \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>3)</sup>	<b>332 \$</b>	386 \$	275 \$	<b>1 060 \$</b>	768 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement du capital économique <sup>1)</sup>	<b>13,6 %</b>	15,9 %	12,0 %	<b>14,4 %</b>	12,1 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>93 \$</b>	89 \$	87 \$	<b>91 \$</b>	83 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Les montants pour la période close le 31 juillet 2010 ont été retraités afin de refléter la réorganisation des secteurs d'activité, qui comprennent désormais Gestion de patrimoine mondiale.

3) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Les Opérations internationales ont inscrit un bénéfice net solide de 350 millions de dollars au troisième trimestre 2011, en hausse de 20 % par rapport au bénéfice net de 292 millions de dollars, compte non tenu de la participation ne donnant pas le contrôle, inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du capital économique s'est établi à 13,6 %, contre 12,0 % l'exercice précédent.

Pour le trimestre à l'étude, l'actif moyen s'est établi à 93 milliards de dollars, en hausse de 6 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une solide progression interne des prêts aux entreprises (11 %) a été enregistrée dans la plupart des régions. Une croissance de 3 % des prêts aux particuliers a été enregistrée, principalement au Pérou et au Chili. Cette progression et les acquisitions ont largement compensé l'incidence défavorable de la conversion des devises. La croissance sous-jacente de 11 % des dépôts à faible coût a été généralisée, mais elle a été particulièrement marquée dans la région des Antilles et au Pérou.

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus s'est accru de 79 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, le revenu d'intérêts net et les autres revenus ayant inscrit une belle croissance. Les revenus ont augmenté de manière sensible, affichant une croissance de 10 %, compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Le revenu d'intérêts net du trimestre à l'étude s'est établi à 1 013 millions de dollars, en hausse de 64 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse découle principalement de la croissance interne généralisée des prêts et des acquisitions, et ce, malgré l'incidence défavorable de

la conversion des devises et des variations de la juste valeur des instruments financiers utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif.

Pour le trimestre à l'étude, les autres revenus se sont établis à 326 millions de dollars, soit 15 millions de dollars, ou 5 %, de plus que le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle principalement des acquisitions et de l'augmentation des commissions liées aux transactions, facteurs contrebalancés en partie par une baisse des gains sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 120 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 138 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement attribuable à l'amélioration de la conjoncture économique. La provision relative aux prêts aux particuliers a diminué surtout au Mexique, et la provision relative aux prêts aux entreprises s'est améliorée dans la plupart des régions.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 764 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 75 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, compte tenu des augmentations associées aux nouvelles acquisitions. La croissance des dépenses est également attribuable aux investissements dans le personnel du secteur de la vente et du soutien et à l'expansion du réseau de succursales, particulièrement au Mexique, au Pérou et au Chili.

Le taux d'imposition effectif a diminué, passant de 32,5 % à 23,1 %, ce qui rend principalement compte d'un ajustement d'impôts futurs non récurrent au cours de l'exercice précédent.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011

D'un trimestre à l'autre, le bénéfice net a diminué de 52 millions de dollars, ou de 13 %, baisse entièrement attribuable à un écart d'acquisition négatif de 52 millions de dollars au trimestre précédent sur une acquisition récente. Le rendement du capital économique du troisième trimestre de 2011 s'est établi à 13,6 %, contre 15,9 % au trimestre précédent.

L'actif moyen s'est établi à 93 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 4 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Cette hausse découle surtout de la croissance soutenue des prêts aux particuliers et aux entreprises au Pérou et au Chili, et de celle des prêts aux entreprises en Asie, au Pérou et au Mexique. Les dépôts à faible coût ont augmenté de 3 %.

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus s'est accru de 23 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, malgré l'écart d'acquisition négatif pris en compte dans le trimestre précédent. Les revenus sous-jacents ont progressé de 75 millions de dollars, ou de 6 %, d'un trimestre à l'autre.

Pour le troisième trimestre, le revenu d'intérêts net a augmenté de 50 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au deuxième trimestre. Cette hausse découle surtout de la croissance des prêts dont il a été fait mention plus haut, de l'avantage tiré d'un trimestre plus long et de la hausse des apports des sociétés affiliées, notamment Thanachart Bank en Thaïlande.

Les autres revenus se sont établis à 326 millions de dollars, en baisse de 27 millions de dollars. Cette baisse découle surtout de l'écart d'acquisition négatif du deuxième trimestre. Les autres revenus sous-jacents ont augmenté, ce qui rend compte de la hausse des revenus tirés des commissions provenant des activités de transaction dans plusieurs régions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du troisième trimestre s'est établie à 120 millions de dollars, contre 106 millions de dollars au trimestre précédent. Bien que les dotations à la provision relative aux prêts aux particuliers soient demeurées relativement inchangées, celles relatives aux prêts aux entreprises ont augmenté.

Les frais autres que d'intérêts, qui se sont établis à 764 millions de dollars au troisième trimestre, ont augmenté de 64 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse découle principalement des investissements dans le personnel du secteur de la vente et du soutien ainsi que dans les technologies et de l'expansion du réseau de succursales en vue de soutenir la croissance des volumes et les initiatives visant la croissance future. Cette hausse rend également compte du caractère saisonnier de certaines dépenses et d'un trimestre plus long.

Le taux d'imposition effectif a augmenté, passant de 21,1 % au deuxième trimestre à 23,1 % au troisième trimestre, compte tenu d'un gain non imposable découlant de l'écart d'acquisition négatif.

Gestion de patrimoine mondiale (non audité) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>88 \$</b>	88 \$	81 \$	<b>259 \$</b>	255 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	1	–	<b>1</b>	(1)
Autres revenus	<b>730</b>	1 008	490	<b>2 258</b>	1 393
Frais autres que d'intérêt	<b>502</b>	545	300	<b>1 385</b>	893
Charge d'impôts	<b>60</b>	61	43	<b>163</b>	128
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales <sup>2)</sup>	<b>s.o.</b>	s.o.	7	<b>s.o.</b>	25
<b>Bénéfice net</b>	<b>256 \$</b>	489 \$	221 \$	<b>968 \$</b>	603 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>2)</sup>	<b>7 \$</b>	7 \$	s.o. \$	<b>21 \$</b>	s.o. \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>2)</sup>	<b>249 \$</b>	482 \$	221 \$	<b>947 \$</b>	603 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement du capital économique <sup>1)</sup>	<b>13,9 %</b>	26,6 %	21,6 %	<b>20,1 %</b>	19,8 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>9 \$</b>	9 \$	9 \$	<b>9 \$</b>	8 \$
Actifs sous administration <sup>1)</sup>	<b>276 \$</b>	280 \$	185 \$	<b>276 \$</b>	185 \$
Actifs sous gestion <sup>1)3)</sup>	<b>105 \$</b>	107 \$	50 \$	<b>105 \$</b>	50 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

3) Les montants ont été retraités conformément aux nouvelles définitions présentées à la page 5.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010*

Gestion de patrimoine mondiale a affiché, au trimestre à l'étude, un bénéfice net de 256 millions de dollars, par rapport au bénéfice net de 228 millions de dollars, compte non tenu de la participation ne donnant pas le contrôle, inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse de 28 millions de dollars, ou de 12 %, s'explique par l'augmentation de l'apport de Patrimoine Dundee, jumelée à d'excellents résultats des secteurs des assurances et de gestion de patrimoine existants. Le rendement du capital économique du trimestre à l'étude s'est établi à 13,9 %, contre 21,6 % un an plus tôt en raison de la hausse du capital investi dans Patrimoine Dundee.

Les actifs sous gestion du troisième trimestre de 2011 se sont chiffrés à 105 milliards de dollars, en hausse de 55 milliards de dollars, ou de 110 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'acquisition de Patrimoine Dundee. Les actifs sous gestion ont augmenté de 13 % pour les autres secteurs de gestion du patrimoine au Canada et à l'échelle internationale par suite de ventes solides et d'une conjoncture plus favorable, compte tenu des ventes nettes de fonds communs de placement canadiens de 1,1 milliard de dollars. Les actifs sous administration ont augmenté de 91 milliards de dollars, ou de 49 %, pour s'établir à 276 milliards de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à Patrimoine Dundee. Les actifs sous administration des autres secteurs de gestion du patrimoine ont augmenté de 10 % en raison des actifs de nouveaux clients et de l'amélioration de la conjoncture. Les actifs sous gestion et les actifs sous administration liés aux participations de la Banque dans CI Financial ne sont pas compris dans cette analyse.

Pour le trimestre, le total des revenus s'est établi à 818 millions de dollars, une hausse de 247 millions de dollars, ou de 43 %, par rapport

au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement d'une participation supplémentaire dans Patrimoine Dundee, de la croissance des revenus d'honoraires attribuable à la hausse des actifs sous gestion et des actifs sous administration et des augmentations des volumes de transaction et des revenus d'assurance. Du total des revenus, environ 85 % sont attribuables à la gestion du patrimoine et 15 %, au secteur des assurances, comparativement à 82 % et à 18 %, respectivement, au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le revenu d'intérêts net du troisième trimestre, soit 88 millions de dollars, a progressé de 7 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la croissance de l'actif moyen et des dépôts ayant été contrebalancée partiellement par la compression des marges.

Les autres revenus, s'établissant à 730 millions de dollars, ont augmenté de 240 millions de dollars, ou de 49 %, en raison de l'augmentation de la participation dans Patrimoine Dundee, de nouvelles ventes, de la hausse des actifs sous gestion et sous administration, de l'augmentation des volumes de transactions des services de courtage de plein exercice et de courtage en ligne ainsi que de l'amélioration de la conjoncture. La croissance des revenus du secteur des assurances tient surtout à l'accroissement des ventes à l'échelle mondiale.

Les frais autres que d'intérêts du troisième trimestre ont augmenté de 67 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'acquisition de Patrimoine Dundee, de la hausse des frais liés aux volumes et des frais visant à soutenir la croissance.

---

### *Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011*

D'un trimestre à l'autre, le bénéfice net a diminué de 233 millions de dollars, ou de 48 %, en raison d'un gain non récurrent de 260 millions de dollars lié à des acquisitions au deuxième trimestre se rapportant à la participation initiale de la Banque dans Patrimoine Dundee et des frais d'intégration non récurrents connexes à la transaction et à l'acquisition de 27 millions de dollars. Compte non tenu de ces montants, le bénéfice net correspond plus ou moins à celui du trimestre précédent. La hausse des revenus tirés des activités de gestion d'actifs, et les revenus des assurances à l'échelle mondiale ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus des activités de courtage en raison d'une conjoncture défavorable et de la baisse des activités de transaction.

Le total des revenus a diminué de 279 millions de dollars, ou de 25 %, d'un trimestre à l'autre. Compte non tenu du gain lié à l'acquisition, le total des revenus a diminué de 2 %, par suite surtout d'une baisse des volumes de transaction des activités de courtage découlant

de la faiblesse des marchés. D'un trimestre à l'autre, les actifs sous gestion et les actifs sous administration ont diminué de 2 %, les ventes nettes ayant été contrebalancées par le recul des marchés.

Pour le trimestre, le revenu d'intérêts net est demeuré inchangé, à 88 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 502 millions de dollars pour le troisième trimestre, en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse découle en partie de frais d'intégration et de transaction non récurrents liés à l'acquisition de Patrimoine Dundee pris en compte dans le deuxième trimestre. Compte non tenu de ces frais, les dépenses ont diminué et correspondaient plus ou moins à la baisse des revenus attribuable au recul des frais liés aux volumes, y compris la rémunération liée à la performance, contrebalancé en partie par la hausse des coûts liés à la rémunération.

Scotia Capitaux (non audité) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net	288 \$	236 \$	271 \$	776 \$	850 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	8	10	(25)	15	(35)
Autres revenus	443	559	426	1 554	1 605
Frais autres que d'intérêts	312	360	267	1 058	873
Charge d'impôts	122	68	150	303	540
<b>Bénéfice net</b>	<b>289 \$</b>	<b>357 \$</b>	<b>305 \$</b>	<b>954 \$</b>	<b>1 077 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>2)</sup>	289 \$	357 \$	305 \$	954 \$	1 077 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement du capital économique <sup>1)</sup>	21,6 %	25,3 %	19,4 %	22,3 %	21,2 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	189 \$	185 \$	169 \$	184 \$	162 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Scotia Capitaux a affiché, au trimestre à l'étude, un bénéfice net de 289 millions de dollars, en baisse de 16 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au bénéfice net de 305 millions de dollars, compte non tenu de la participation ne donnant pas le contrôle, inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du capital économique du trimestre s'est établi à 21,6 %, contre 19,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre à l'étude, l'actif moyen a progressé de 20 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les titres détenus à des fins de transaction ont augmenté de 12 milliards de dollars et les titres achetés aux termes de conventions de prise en pension ont augmenté de 3 milliards de dollars en raison surtout de l'expansion du secteur des titres à revenu fixe. Les prêts dans le secteur des métaux précieux ont également progressé de 3 milliards de dollars, reflétant la hausse continue des prix de l'or et de l'argent. La baisse des prêts et acceptations aux entreprises de 2 milliards de dollars, ou de 7 %, a contrebalancé en partie cette croissance.

Le total des revenus du trimestre à l'étude s'est établi à 731 millions de dollars, soit une augmentation de 34 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de la hausse des revenus des services bancaires d'investissement et des commissions de crédit inscrites par le groupe Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux. Le total des revenus de Marchés des capitaux mondiaux a diminué de 25 millions de dollars, ou de 6 %, en raison de la baisse des revenus de transaction, principalement les titres à revenu fixe.

Le revenu d'intérêts net du troisième trimestre a progressé de 17 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principale-

ment de la hausse du revenu d'intérêts tiré des opérations de transaction. La croissance des intérêts gagnés sur les prêts aux particuliers adossés à des véhicules automobiles aux États-Unis a également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de Scotia Capitaux s'est établie à 8 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre des reprises et recouvrements nets de 25 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent rendait compte d'une reprise de 18 millions de dollars sur la provision sectorielle constituée pour le secteur de l'automobile. Au cours du trimestre à l'étude, de nouvelles dotations à la provision au Canada ont été contrebalancées en partie par des reprises et recouvrements nets aux États-Unis.

Les autres revenus ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des commissions de crédit et des revenus des services bancaires d'investissement du groupe Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux. La réduction des revenus de transaction des titres à revenu fixe a contrebalancé en partie ces augmentations, ce qui rend compte des conditions de marché difficiles. Cette baisse a été compensée en partie par une hausse des revenus tirés des titres, du change et des métaux précieux.

Pour le trimestre à l'étude, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 312 millions de dollars, en hausse de 45 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse rend surtout compte de l'augmentation des coûts de la rémunération et des prestations de retraite attribuable à des initiatives de croissance des activités de négociation, de l'augmentation des coûts liés au soutien et de la progression de la rémunération liée à la performance et de la charge de rémunération à base d'actions.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011

Pour le troisième trimestre, le bénéfice net a diminué de 68 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport au trimestre précédent, rendant compte de conditions de marché difficiles pour le secteur Marchés des capitaux mondiaux. Le rendement du capital économique est passé de 25,3 % au deuxième trimestre à 21,6 % au troisième trimestre.

Pour le trimestre à l'étude, l'actif moyen a progressé de 4 milliards de dollars, en raison principalement de la hausse des titres détenus à des fins de transaction et autres actifs de négociation en vue de soutenir les secteurs des titres à revenu fixe et des actions. Le secteur des métaux précieux a également enregistré une hausse des actifs liés à des prêts par suite de l'appréciation continue des cours de l'or et de l'argent. Les prêts et acceptations aux entreprises ont connu une hausse modeste au cours du trimestre.

Le total des revenus, soit 731 millions de dollars, a diminué de 64 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable au secteur des titres à revenu fixe et elle a été partiellement compensée par une hausse des revenus du secteur des actions, des métaux précieux et des opérations de change. Le total des revenus du groupe Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux a augmenté de 11 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Cette hausse découle de l'augmentation du revenu d'intérêts net aux États-Unis.

Pour le trimestre à l'étude, le revenu d'intérêts net a progressé de 52 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison surtout des activités visant les titres à revenu fixe. La hausse des intérêts gagnés sur les prêts aux particuliers adossés à des véhicules automobiles aux États-Unis a également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du troisième trimestre s'est établie à 8 millions de dollars, contre 10 millions de dollars au trimestre précédent. Les nouvelles dotations à la provision au Canada ont été contrebalancées en partie par les reprises et les recouvrements nets aux États-Unis.

Les autres revenus ont diminué de 116 millions de dollars, ou de 21 %, par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des revenus de transaction du secteur des titres à revenu fixe, rendant compte des conditions de marché difficiles au cours du troisième trimestre. Cette baisse a été partiellement compensée par une hausse des revenus de transaction des secteurs des actions, des opérations de change et des métaux précieux. La baisse des revenus des services bancaires d'investissement a également eu une incidence sur la diminution des autres revenus, compensée en partie par la hausse des commissions de crédit dans l'ensemble des régions.

Les frais autres que d'intérêts du trimestre à l'étude ont diminué de 48 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au trimestre précédent. Cette baisse découle surtout de la diminution de la rémunération liée à la performance.

La charge d'impôts du trimestre à l'étude a augmenté en raison d'un revenu exonéré d'impôt plus élevé au trimestre précédent.

Autres <sup>1)</sup> (non audité) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>2)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010 <sup>3)</sup>	31 juillet 2011	31 juillet 2010 <sup>3)</sup>
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net <sup>4)</sup>	<b>(271)\$</b>	(243)\$	(350)\$	<b>(776)\$</b>	(1 041)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(30)</b>	–	–	<b>(30)</b>	–
Autres revenus	<b>106</b>	55	57	<b>238</b>	203
Frais autres que d'intérêts	<b>9</b>	36	19	<b>109</b>	86
Charge d'impôts <sup>4)</sup>	<b>(73)</b>	(75)	(131)	<b>(209)</b>	(295)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(71)\$</b>	(149)\$	(181)\$	<b>(408)\$</b>	(629)\$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>5)</sup>	<b>(71)\$</b>	(149)\$	(181)\$	<b>(408)\$</b>	(629)\$
<b>Autres données</b>					
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>76 \$</b>	67 \$	65 \$	<b>65 \$</b>	63 \$

1) Comprend les revenus de tous les autres petits secteurs d'activités de moindre envergure et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

3) Les montants pour la période close le 31 juillet 2010 ont été retraités afin de refléter la réorganisation des secteurs d'activités, qui comprennent désormais Gestion de patrimoine mondiale.

4) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres clos le 31 juillet 2011 (73 \$), le 30 avril 2011 (69 \$) et le 31 juillet 2010 (70 \$) et des périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (213 \$) et le 31 juillet 2010 (216 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

5) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.



### *Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010*

Le secteur Autres a inscrit une perte de 71 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, contre une perte de 181 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts rendent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'activité, lesquels sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 73 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, contre 70 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus a été négatif (165 millions de dollars), une amélioration de 128 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre à l'étude, le revenu d'intérêts net a été négatif (271 millions de dollars), contre un revenu d'intérêts net négatif de 350 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette amélioration d'un exercice à l'autre découle principalement d'une hausse des taux de gros utilisés aux fins de l'établissement des prix de transfert entre les secteurs d'activité ainsi que de la variation favorable de la juste valeur des instruments financiers utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif.

---

### *Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011*

Pour le troisième trimestre de 2011, la perte s'est établie à 71 millions de dollars, contre une perte de 149 millions de dollars pour le trimestre précédent.

L'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts s'est chiffrée à 73 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 69 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Pour le troisième trimestre, le total des revenus a été négatif (165 millions de dollars), une amélioration de 23 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Pour le troisième trimestre, le revenu d'intérêts net a été négatif (271 millions de dollars), contre un montant négatif de 243 millions de dollars au trimestre précédent. Cet écart découle principalement de la baisse de la juste valeur des instruments financiers utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif.

Les autres revenus se sont établis à 106 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 51 millions de dollars par rapport au

trimestre à l'étude, soit une hausse de 49 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation et des gains nets sur les titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre à l'étude rend compte d'une réduction de 30 millions de dollars de la provision générale, contre néant au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 9 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, une baisse de 10 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle en grande partie de variations favorables des dotations à la provision pour affaires juridiques.

Pour le trimestre à l'étude, la charge d'impôts correspondait à un crédit de 73 millions de dollars, une diminution de 58 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à des résultats avant impôts plus favorables.

trimestre précédent. Cette hausse est attribuable en partie à une hausse des gains nets sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre à l'étude rend compte d'une réduction de 30 millions de dollars de la provision générale, contre néant au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 9 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, une baisse de 27 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette diminution découle surtout des variations favorables des dotations à la provision pour affaires juridiques.

Pour le troisième trimestre, la charge d'impôts correspondait à un crédit de 73 millions de dollars, une diminution de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Total

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>2 358 \$</b>	2 214 \$	2 173 \$	<b>6 872 \$</b>	6 378 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>243</b>	262	276	<b>774</b>	985
Autres revenus	<b>1 942</b>	2 303	1 611	<b>6 070</b>	5 185
Frais autres que d'intérêts	<b>2 381</b>	2 378	2 023	<b>7 045</b>	5 999
Charge d'impôts	<b>391</b>	334	399	<b>1 095</b>	1 355
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales <sup>2)</sup>	<b>s.o.</b>	s.o.	24	<b>s.o.</b>	77
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 285 \$</b>	1 543 \$	1 062 \$	<b>4 028 \$</b>	3 147 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>2)</sup>	<b>26 \$</b>	24 \$	s.o. \$	<b>76 \$</b>	s.o. \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>2)</sup>	<b>1 259 \$</b>	1 519 \$	1 062 \$	<b>3 952 \$</b>	3 147 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>17,8 %</b>	22,9 %	18,2 %	<b>19,6 %</b>	18,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>578 \$</b>	557 \$	530 \$	<b>557 \$</b>	512 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Faits saillants par secteur géographique

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Bénéfice net par secteur géographique<sup>1)</sup></b>					
Canada	<b>740 \$</b>	1 079 \$	615 \$	<b>2 602 \$</b>	1 955 \$
États-Unis	<b>101</b>	69	108	<b>260</b>	376
Mexique	<b>54</b>	77	39	<b>188</b>	172
Autres pays	<b>475</b>	490	429	<b>1 398</b>	1 164
Redressements du siège social	<b>(85)</b>	(172)	(129)	<b>(420)</b>	(520)
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 285 \$</b>	1 543 \$	1 062 \$	<b>4 028 \$</b>	3 147 \$
<b>Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i></b>					
Canada	<b>354 \$</b>	348 \$	340 \$	<b>350 \$</b>	334 \$
États-Unis	<b>61</b>	58	49	<b>54</b>	50
Mexique	<b>19</b>	19	17	<b>19</b>	18
Autres pays	<b>128</b>	118	113	<b>121</b>	102
Redressements du siège social	<b>16</b>	14	11	<b>13</b>	8
	<b>578 \$</b>	557 \$	530 \$	<b>557 \$</b>	512 \$

1) Les montants pour la période close le 31 juillet 2010 ont été retraités afin de refléter la réorganisation des secteurs d'activités, qui comprennent désormais Gestion de patrimoine mondiale.

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres clos les							
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 janv. 2011	31 oct. 2010	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 janv. 2010	31 oct. 2009
Total des revenus <i>(en millions de dollars)</i>	<b>4 300 \$</b>	4 517 \$	4 125 \$	3 942 \$	3 784 \$	3 873 \$	3 906 \$	3 735 \$
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> ) <i>(en millions de dollars)</i>	<b>4 373</b>	4 586	4 196	4 012	3 854	3 944	3 981	3 808
Bénéfice net <sup>2)</sup> <i>(en millions de dollars)</i>	<b>1 285</b>	1 543	1 200	1 092	1 062	1 097	988	902
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,11</b>	1,36	1,08	1,00	0,98	1,02	0,92	0,84
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,11</b>	1,36	1,07	1,00	0,98	1,02	0,91	0,83

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

## Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividende	Taux de dividende (%)	Nombre de titres en circulation (en milliers)
<i>Au 31 juillet 2011</i>				
<b>Actions ordinaires<sup>1)</sup></b>	8 142 \$	0,52 \$	–	1 085 258
<b>Actions privilégiées</b>				
Actions privilégiées Série 12 <sup>2)</sup>	300 \$	0,328125 \$	5,25 %	12 000
Actions privilégiées Série 13 <sup>2)</sup>	300	0,300000	4,80	12 000
Actions privilégiées Série 14 <sup>2)</sup>	345	0,281250	4,50	13 800
Actions privilégiées Série 15 <sup>2)</sup>	345	0,281250	4,50	13 800
Actions privilégiées Série 16 <sup>2)</sup>	345	0,328125	5,25	13 800
Actions privilégiées Série 17 <sup>2)</sup>	230	0,350000	5,60	9 200
Actions privilégiées Série 18 <sup>2)3)4)</sup>	345	0,312500	5,00	13 800
Actions privilégiées Série 20 <sup>2)3)5)</sup>	350	0,312500	5,00	14 000
Actions privilégiées Série 22 <sup>2)3)6)</sup>	300	0,312500	5,00	12 000
Actions privilégiées Série 24 <sup>2)3)7)</sup>	250	0,390600	6,25	10 000
Actions privilégiées Série 26 <sup>2)3)8)</sup>	325	0,390625	6,25	13 000
Actions privilégiées Série 28 <sup>2)3)9)</sup>	275	0,390625	6,25	11 000
Actions privilégiées Série 30 <sup>2)3)10)</sup>	265	0,240625	3,85	10 600
Actions privilégiées Série 32 <sup>2)11)</sup>	409	0,231250	3,70	16 346
<b>Titres fiduciaires</b>				
	Montant (en millions de dollars)	Distribution	Rendement (%)	Nombre de titres en circulation (en milliers)
Titres fiduciaires – Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>12)13)</sup>	750 \$	33,13 \$	6,626 %	750
Titres fiduciaires – Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>12)13)</sup>	750	31,41	6,282	750
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>12)13)</sup>	750	28,25	5,650	750
Titres fiduciaires – Série 2009-1 émis par Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia <sup>12)13)</sup>	650	39,01	7,802	650
<b>Billets secondaires de la Fiducie</b>				
	Montant (en millions de dollars)		Taux d'intérêt (%)	Nombre de titres en circulation (en milliers)
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia <sup>13)14)</sup>	1 000 \$		5,25 %	1 000
<b>Options</b>				
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires <sup>1)15)</sup>				22 969

1) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle. Au 19 août 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 1 085 784 milliers et à 22 959 milliers. Ces nombres comprennent 31 millions d'actions ordinaires émises le 1<sup>er</sup> février 2011 en contrepartie de l'acquisition de Patrimoine Dundee inc. et 1 293 milliers d'options se rapportant aux régimes d'options sur actions de Patrimoine Dundee inc.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif.

3) Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion (se reporter à la note 14 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2010 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements).

4) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013. À l'issue de la période initiale de cinq ans à taux fixe, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 2,05 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

5) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 octobre 2013. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,70 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

6) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,88 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

7) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 3,84 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

8) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,14 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

9) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,46 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

10) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2015. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,00 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

11) Les dividendes lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant, se rapporteront à la période initiale de cinq ans se terminant le 1<sup>er</sup> février 2016. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,34 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

12) Chaque titre donne droit à une distribution semestrielle en espèces fixe et non cumulative (se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2010 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements).

13) Présentées dans les dépôts au bilan consolidé.

14) Les billets confèrent à leurs porteurs le droit de recevoir des intérêts payables semestriellement jusqu'au 31 octobre 2012 (se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés du rapport annuel 2010 de la Banque pour obtenir plus de renseignements).

15) Comprend 14 624 milliers d'options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14, 15 et 18 des états financiers consolidés au 31 octobre 2010 publiés dans le rapport annuel 2010 de la Banque.

## État consolidé des résultats

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>					
<b>Revenu d'intérêts</b>					
Prêts	3 339 \$	3 138 \$	3 106 \$	9 744 \$	8 970 \$
Titres	1 427	1 326	1 149	3 825	3 203
Titres pris en pension	89	89	46	269	121
Dépôts auprès d'autres banques	89	81	76	253	222
	4 944	4 634	4 377	14 091	12 516
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	2 114	1 952	1 817	5 797	5 065
Débiteures subordonnées	80	81	83	238	211
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	9	6	27
Autres	392	387	295	1 178	835
	2 586	2 420	2 204	7 219	6 138
<b>Revenu d'intérêts net</b>	2 358	2 214	2 173	6 872	6 378
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	243	262	276	774	985
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	2 115	1 952	1 897	6 098	5 393
<b>Autres revenus</b>					
Revenus sur cartes	118	107	107	339	317
Services de dépôt et de paiement	232	226	226	685	662
Fonds communs de placement	309	323	170	793	435
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	277	266	193	756	584
Commissions de crédit	227	210	201	642	618
Revenus de transaction	124	220	190	633	797
Commissions de placement et autres	153	180	137	499	412
Opérations de change à des fins autres que de transaction	79	106	88	278	258
Gain net (perte nette) sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	81	89	87	196	315
Revenus tirés des opérations de titrisation	38	37	15	129	55
Autres	304	539	197	1 120	732
	1 942	2 303	1 611	6 070	5 185
Revenu d'intérêts net et autres revenus	4 057	4 255	3 508	12 168	10 578
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Salaires et avantages sociaux	1 370	1 339	1 126	4 017	3 456
Locaux et technologie	423	431	384	1 261	1 115
Communications	84	88	84	257	251
Publicité et prospection	105	98	87	296	242
Honoraires	57	70	61	190	155
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	44	44	45	140	122
Autres	298	308	236	884	658
	2 381	2 378	2 023	7 045	5 999
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 676	1 877	1 485	5 123	4 579
Charge d'impôts	391	334	399	1 095	1 355
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales <sup>1)</sup>	s.o.	s.o.	24	s.o.	77
<b>Bénéfice net</b>	1 285 \$	1 543 \$	1 062 \$	4 028 \$	3 147 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>1)</sup>	26	24	s.o.	76	s.o.
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>1)</sup>	1 259	1 519	1 062	3 952	3 147
Actionnaires privilégiés	55	55	51	161	149
Actionnaires ordinaires	1 204 \$	1 464 \$	1 011 \$	3 791 \$	2 998 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
De base	1 082	1 079	1 034	1 068	1 030
Dilué	1 084	1 080	1 036	1 069	1 032
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)<sup>2)</sup></b>					
De base	1,11 \$	1,36 \$	0,98 \$	3,55 \$	2,91 \$
Dilué	1,11 \$	1,36 \$	0,98 \$	3,55 \$	2,91 \$
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	0,52 \$	0,52 \$	0,49 \$	1,53 \$	1,47 \$

1) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

2) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

		Aux	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 octobre 2010
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>			
<b>Actif</b>			
<b>Liquidités</b>			
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	3 646 \$	3 676 \$	3 730 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	44 193	58 726	35 800
Métaux précieux	10 069	9 000	6 497
	<b>57 908</b>	71 402	46 027
<b>Titres</b>			
Détenus à des fins de transaction	74 039	76 253	64 684
Disponibles à la vente (note 2)	48 050	48 374	47 228
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	4 411	4 298	4 651
	<b>126 500</b>	128 925	116 563
<b>Titres pris en pension</b>	<b>30 296</b>	25 890	27 920
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	123 126	119 999	120 482
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	62 088	60 991	62 548
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	110 556	108 526	103 981
	<b>295 770</b>	289 516	287 011
Provision pour pertes sur créances (note 4)	2 816	2 786	2 787
	<b>292 954</b>	286 730	284 224
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 148	7 682	7 616
Instruments dérivés	29 494	28 371	26 852
Terrains, bâtiments et matériel	2 493	2 472	2 450
Écart d'acquisition	4 245	4 184	3 050
Autres actifs incorporels	3 237	3 210	589
Autres actifs	12 414	12 675	11 366
	<b>60 031</b>	58 594	51 923
	<b>567 689 \$</b>	571 541 \$	526 657 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts</b>			
Particuliers	132 313 \$	131 136 \$	128 850 \$
Entreprises et administrations publiques	236 218	240 345	210 687
Banques	21 626	24 573	22 113
	<b>390 157</b>	396 054	361 650
<b>Autres</b>			
Acceptations	8 148	7 682	7 616
Obligations relatives aux titres mis en pension	46 139	41 268	40 286
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	22 045	25 470	21 519
Instruments dérivés	34 161	34 643	31 990
Autres passifs	28 785	29 179	28 947
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales <sup>1)</sup>	s.o.	s.o.	579
	<b>139 278</b>	138 242	130 937
<b>Déventures subordonnées</b>	<b>5 905</b>	5 887	5 939
<b>Obligations au titre des instruments de capitaux propres</b>	<b>–</b>	–	500
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées	4 384	4 384	3 975
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions ordinaires et surplus d'apport	8 231	8 029	5 775
Bénéfices non répartis	24 066	23 436	21 932
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 8)	(4 934)	(5 067)	(4 051)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	<b>27 363</b>	26 398	23 656
Total des capitaux propres attribuables aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>31 747</b>	30 782	27 631
Participations ne donnant pas le contrôle <sup>1)</sup>	<b>602</b>	576	s.o.
Total des capitaux propres	<b>32 349</b>	31 358	27 631
Total du passif et des capitaux propres	<b>567 689 \$</b>	571 541 \$	526 657 \$

1) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises adoptée en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé de la variation des capitaux propres

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	<b>3 975 \$</b>	3 710 \$
Émissions	<b>409</b>	265
Solde à la fin de la période	<b>4 384</b>	3 975
<b>Actions ordinaires et surplus d'apport</b>		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	<b>5 750</b>	4 946
Émissions	<b>2 392</b>	575
Solde à la fin de la période	<b>8 142</b>	5 521
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	<b>25</b>	–
Rémunération à base d'actions (note 9)	<b>64</b>	23
Solde à la fin de la période	<b>89</b>	23
<b>Total</b>	<b>8 231</b>	5 544
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	<b>21 932</b>	19 916
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>3 952</b>	3 147
Dividendes : actions privilégiées	<b>(161)</b>	(149)
actions ordinaires	<b>(1 636)</b>	(1 514)
Autres	<b>(21)</b>	(3)
Solde à la fin de la période	<b>24 066</b>	21 397
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>		
Solde au début de la période	<b>(4 051)</b>	(3 800)
Autres éléments du résultat étendu	<b>(883)</b>	(641)
Solde à la fin de la période	<b>(4 934)</b>	(4 441)
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		
Solde au début de la période	<b>579</b>	s.o.
Participation dans le bénéfice net des filiales	<b>76</b>	s.o.
Incidence des taux de change et autres	<b>(21)</b>	s.o.
Dividendes	<b>(32)</b>	s.o.
Solde à la fin de la période	<b>602</b>	s.o.
<b>Total des capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>32 349 \$</b>	26 475 \$

## État consolidé du résultat étendu

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque</b>	<b>1 259 \$</b>	1 062 \$	<b>3 952 \$</b>	3 147 \$
<b>Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice (note 8)</b>				
Variation nette des pertes de change non réalisées	<b>190</b>	209	<b>(893)</b>	(777)
Variation nette des gains (pertes) non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente	<b>(43)</b>	77	<b>(84)</b>	80
Variation nette des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	<b>(14)</b>	(52)	<b>94</b>	56
Autres éléments du résultat étendu	<b>133</b>	234	<b>(883)</b>	(641)
<b>Résultat étendu</b>	<b>1 392 \$</b>	1 296 \$	<b>3 069 \$</b>	2 506 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non audité) (en millions de dollars)				
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 259 \$	1 062 \$	3 952 \$	3 147 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	352	295	875 <sup>1)</sup>	1 533
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Intérêts courus à recevoir et à payer, montant net	(72)	36	(186)	60
Titres détenus à des fins de transaction	2 269	3 904	(10 018)	(8 001)
Actifs dérivés	(830)	(842)	(4 113)	(1 161)
Passifs dérivés	(762)	791	3 536	1 669
Autres, montant net	431	2 975	(8 300)	(2 094)
	2 647	8 221	(14 254)	(4 847)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Dépôts	(9 350)	(8 112)	36 783	18 072
Obligations relatives aux titres mis en pension	4 856	(808)	6 595	3 887
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(3 440)	(1 684)	825	6 993
Rachat et remboursement de débentures subordonnées	–	–	–	(11)
Rachat et remboursement d'obligations au titre d'instruments de capitaux propres	–	–	(500)	–
Actions privilégiées émises <sup>2)</sup>	–	–	–	265
Actions ordinaires émises <sup>2)</sup>	170	183	535	548
Dividendes versés en espèces	(618)	(558)	(1 797)	(1 663)
Autres, montant net	(1 591)	3 047	(1 303)	3 794
	(9 973)	(7 932)	41 138	31 885
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	15 780	7 597	(9 701)	(8 855)
Titres pris en pension	(4 435)	(6 037)	(3 153)	(9 595)
Prêts à l'exclusion des titrisations	(8 672)	(8 588)	(27 043)	(19 082)
Titrisations de prêts	1 950	684	5 434	1 850
Titres détenus à des fins autres que de transaction	2 770	6 295	8 244	10 099
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(29)	(140)	(222)	(215)
Autres, montant net <sup>2)</sup>	(73)	(73)	(411)	(669)
	7 291	(262)	(26 852)	(26 467)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	5	19	(116)	(137)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(30)	46	(84)	434
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 676	3 743	3 730	3 355
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période <sup>3)</sup>	3 646 \$	3 789 \$	3 646 \$	3 789 \$
Décaissements effectués au titre des éléments suivants :				
Intérêts	2 745 \$	2 270 \$	7 495 \$	6 477 \$
Impôts sur le bénéfice	301 \$	221 \$	1 226 \$	1 438 \$

1) Comprend les gains de 286 \$ découlant de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour obtenir des renseignements sur l'incidence des nouvelles normes comptables sur les regroupements d'entreprises adoptées en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

2) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, comprend des placements dans des filiales et des sociétés associées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date d'acquisition de 74 \$ et de 74 \$, respectivement, (néant et 203 \$ au 31 juillet 2010), de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises de néant et de 1 821 \$, respectivement, (néant et néant au 31 juillet 2010) et des actions privilégiées à dividende non cumulatif de néant et de 409 \$, respectivement, (néant et néant au 31 juillet 2010).

3) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2010. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés audités de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous. Les conventions comptables de la Banque sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités de l'exercice 2010 de la Banque.

### 1. Modifications de conventions comptables

#### Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié de nouvelles normes comptables sur les regroupements d'entreprises, les états financiers consolidés et les participations ne donnant pas le contrôle. Ces normes sont conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée de ces normes est permise. Si une entité choisit l'adoption anticipée, les trois normes doivent être adoptées parallèlement.

La norme visant les regroupements d'entreprises porte sur l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement et sur la date à laquelle les évaluations doivent être faites. Les deux autres normes ont été révisées pour s'assurer que les exigences comprises dans la norme sur les regroupements d'entreprises sont appliquées de façon adéquate au moment de la préparation des états financiers consolidés et de la comptabilisation de la participation ne donnant pas le contrôle après la date d'acquisition.

Au trimestre précédent, la Banque a choisi d'adopter de façon anticipée ces trois normes rétrospectivement à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010. Par conséquent, tous les regroupements d'entreprises conclus depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010 ont été comptabilisés conformément à ces normes révisées.

Selon le principe clé sous-jacent à la norme sur les regroupements d'entreprises, toutes les acquisitions sont mesurées à la juste valeur à la date d'acquisition. Les principaux changements apportés aux normes sont les suivants :

- L'acquisition est comptabilisée à la juste valeur (selon les PCGR antérieurs, seule la quote-part proportionnelle des ajustements à la juste valeur de la Banque est comptabilisée);
- La participation ne donnant pas le contrôle est évaluée à la juste valeur (compte non tenu de la quote-part proportionnelle de l'écart d'acquisition) et classée dans les capitaux propres;
- Les frais connexes à l'acquisition et les coûts de restructuration sont passés en charges dans les périodes au cours desquelles ils sont engagés, alors que les PCGR antérieurs permettent de comptabiliser certains frais à la date d'acquisition;
- La contrepartie conditionnelle et les autres passifs conditionnels, le cas échéant, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont comptabilisées en résultat;

- Lorsque la contrepartie de l'achat est sous forme d'actions de l'acquéreur, elle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition plutôt qu'à la date de l'annonce comme l'exigent les PCGR antérieurs;
- Les acquisitions par étapes sont comptabilisées à la juste valeur, et un gain ou une perte peut être comptabilisé en résultat à la date de la transaction en raison de la réévaluation du placement initial.

L'application rétrospective des normes révisées n'a entraîné que le retraitement de la participation ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés du premier trimestre. À l'exception du reclassement de la participation ne donnant pas le contrôle, il n'y a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque au 31 janvier 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Les reclassements liés à la participation ne donnant pas le contrôle sont les suivants :

- La participation ne donnant pas le contrôle a été virée du passif vers les capitaux propres dans le bilan consolidé.
- La partie du bénéfice attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle n'est plus déduite du bénéfice net dans l'état des résultats. Le bénéfice net est maintenant réparti entre les porteurs de titres de capitaux propres de la Banque et la participation ne donnant pas le contrôle.

En ce qui concerne les états financiers consolidés du deuxième trimestre, l'adoption de ces nouvelles normes a entraîné un gain net de 286 millions de dollars dans l'état consolidé des résultats. Ce gain découle principalement de la comptabilisation par la Banque d'une participation supplémentaire dans Patrimoine Dundee inc. L'acquisition de cette participation supplémentaire au deuxième trimestre est considérée comme une acquisition par étapes et a été comptabilisée à la juste valeur, ce qui a entraîné un gain net de 260 millions de dollars à la suite de la réévaluation de la participation initiale de 18 % que la Banque détenait dans Patrimoine Dundee.

Le reste du gain de 26 millions de dollars a trait à la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition d'une acquisition récente qui a été faite à un prix inférieur à la juste valeur. Les nouvelles normes exigent qu'un écart d'acquisition négatif soit comptabilisé en résultat sans réduire au préalable les actifs non monétaires, ce qui donne lieu à un gain plus élevé comptabilisé en résultat selon ces nouvelles normes.

Selon les PCGR du Canada antérieurs, un montant de 26 millions de dollars aurait été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition négatif. Compte tenu de la modification, le total de l'écart d'acquisition négatif comptabilisé s'est chiffré à 52 millions de dollars.



L'adoption de ces nouvelles normes comptables a donné lieu à une contrepartie d'achat additionnelle d'environ 350 millions de dollars relativement à l'acquisition de Patrimoine Dundee. Cette hausse découle principalement des facteurs suivants :

- Le gain découlant de la réévaluation des placements initiaux est considéré comme faisant partie de la contrepartie d'achat;

- Les actions ordinaires émises par la Banque en tant que contrepartie d'acquisition ont été évaluées au cours à la date de clôture plutôt qu'à la date de l'annonce selon les PCGR antérieurs (hausse de 110 millions de dollars).

## 2. Titres disponibles à la vente

Le tableau qui suit présente une analyse des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente :

(en millions de dollars)	Aux							
	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	Coût <sup>1)</sup>	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût <sup>1)</sup>	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Titres de créance du gouvernement du Canada	7 320 \$	164 \$	1 \$	7 483 \$	8 927 \$	166 \$	1 \$	9 092 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires <sup>2)</sup>	20 057	385	86	20 356	18 100	494	13	18 581
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	1 999	32	1	2 030	1 102	29	–	1 131
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	515	–	2	513	1 226	18	4	1 240
Titres de créance d'administrations publiques étrangères	7 046	260	33	7 273	5 458	287	40	5 705
Obligations de pays désignés à marché naissant	156	108	–	264	180	132	–	312
Autres titres de créance	6 839	161	101	6 899	8 132	217	143	8 206
Actions privilégiées	457	21	16	462	488	24	37	475
Actions ordinaires	2 423	391	44	2 770	2 198	320	32	2 486
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>46 812 \$</b>	<b>1 522 \$</b>	<b>284 \$</b>	<b>48 050 \$</b>	<b>45 811 \$</b>	<b>1 687 \$</b>	<b>270 \$</b>	<b>47 228 \$</b>

1) Le coût des titres de créance correspond au coût après amortissement.

2) Comprend les titres conservés par la Banque relativement à ses titrisations hypothécaires. Le solde des titres adossés à des créances hypothécaires se chiffrait à 19 906 \$ (17 809 \$ au 31 octobre 2010). La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres adossés à des créances hypothécaires LNH.

Le gain net non réalisé sur les titres disponibles à la vente de 1 238 millions de dollars (gain de 1 208 millions de dollars au 30 avril 2011; gain de 1 417 millions de dollars au 31 octobre 2010) diminue à un gain net non réalisé de 1 073 millions de dollars (gain de 1 126 millions de dollars au 30 avril 2011; gain de

1 189 millions de dollars au 31 octobre 2010) lorsqu'on tient compte de l'incidence des opérations de couverture admissibles. Le gain net non réalisé sur les titres disponibles à la vente est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

### Reclassement lié à des périodes antérieures

Comme il est décrit à la note 1 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2010 de la Banque, cette dernière a reclassé certains titres détenus à des fins de transaction dans les titres disponibles à la vente le 1<sup>er</sup> août 2008. Ces actifs se composaient d'obligations d'une valeur de 303 millions de dollars et d'actions privilégiées d'une valeur de 91 millions de dollars qui n'étaient plus négociées sur un marché actif et que la direction a l'intention de conserver dans un avenir prévisible.

Au 31 juillet 2011, la juste valeur des obligations et des actions privilégiées détenues se chiffrait respectivement à 24 millions de dollars (34 millions de dollars au 30 avril 2011; 128 millions de dollars au 31 octobre 2010) et à 44 millions de dollars (48 millions de dollars au 30 avril 2011; 52 millions de dollars au 31 octobre 2010).

Par suite du reclassement des obligations détenues, la Banque a inscrit pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement, une perte avant impôts de 2 millions de dollars (perte de 13 millions de dollars au 30 avril 2011; gain de 5 millions de dollars au 30 avril 2010) et une perte de 18 millions de dollars (gain de 14 millions de dollars au 30 avril 2010) au titre des variations de la juste valeur. Par suite du reclassement des actions privilégiées détenues, la Banque a inscrit pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement, un gain avant impôts de néant (gain de néant au 30 avril 2011; perte de 2 millions de dollars au 30 avril 2010) et un gain de 2 millions de dollars (gain de 2 millions de dollars au 30 avril 2010) au titre des variations de la juste valeur. Si ces reclassements n'avaient pas été effectués, ces gains et pertes auraient été comptabilisés à l'état consolidé des résultats.

### 3. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011, les hypothèses clés moyennes pondérées utilisées aux fins de l'évaluation de la

juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspondent à un taux de remboursement par anticipation de 24,1 %, à une marge excédentaire de 1,1 % et à un taux d'actualisation de 2,7 %. Le tableau qui suit résume les cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Produit net en espèces <sup>1)</sup>	1 950 \$	1 503 \$	684 \$	5 434 \$	1 850 \$
Droits conservés	46	42	19	129	56
Passif de gestion	(10)	(9)	(5)	(29)	(13)
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés <sup>2)</sup>	1 986	1 536	698	5 534	1 893
Gain net (perte nette) sur la cession <sup>3)</sup>	21 \$	19 \$	3 \$	78 \$	18 \$

1) *Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés de 1 805 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2011 (3 087 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2011; 3 168 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2010) et 7 985 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 (3 690 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010) qui ont été titrisés et conservés par la Banque. Ces actifs sont classés dans les titres disponibles à la vente et leur solde s'élève à 19 906 \$ (se reporter à la note 2).*

2) *Comprend des cessions de titres adossés à des créances hypothécaires au cours de la période à l'étude se rapportant à des prêts hypothécaires à l'habitation titrisés par la Banque au cours de périodes antérieures mais alors conservés par celle-ci, de 458 \$ et de 1 275 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011 (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2011; néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010).*

3) *Déduction faite des frais d'assurance.*

### 4. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

#### a) Prêts douteux

(en millions de dollars)	Aux			30 avril 2011	31 octobre 2010
	31 juillet 2011				
	Montant brut	Provision spécifique <sup>1)</sup>	Montant net	Montant net	Montant net
<b>Par types de prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 624 \$	(268)\$	1 356 \$	1 353 \$	1 472 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	799	(671)	128	157	90
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 782	(495)	1 287	1 371	1 482
Total	4 205 \$	(1 434)\$	2 771 \$	2 881 \$	3 044 \$
<b>Par pays</b>					
Canada			575	622	642
États-Unis			76	99	154
Autres pays			2 120	2 160	2 248
Total			2 771 \$	2 881 \$	3 044 \$

1) *La provision spécifique pour les prêts douteux évaluée sur une base individuelle totalisait 487 \$ (447 \$ au 30 avril 2011; 485 \$ au 31 octobre 2010).*

Les prêts douteux tiennent compte de prêts douteux d'un montant de 427 millions de dollars (553 millions de dollars au 31 octobre 2010) acquis dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank en 2010. Les prêts acquis sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition et aucune provision n'est constatée à la date d'acquisition étant donné que les pertes sur

créances sont prises en compte dans l'établissement de la juste valeur. Aux termes des IFRS, ces prêts douteux acquis ne seront pas pris en compte dans les prêts douteux tant que les flux de trésorerie prévus continuent d'égaliser ou de dépasser les montants prévus à l'acquisition.

## b) Provisions pour pertes sur créances

Aux dates indiquées et pour les périodes de neuf mois closes à ces dates

	31 juillet 2011					30 avril 2011	31 octobre 2010
	Solde au début de la période	Radiations	Recouvrements	Dotations à la provision pour pertes sur créances	Autres, y compris le rajustement de change <sup>1)</sup>	Solde à la fin de la période	Solde à la fin de la période
(en millions de dollars)							
Provision spécifique	1 386 \$	(954)\$	252 \$	804 \$	(46)\$	1 442 \$ <sup>2)</sup>	1 382 \$ <sup>2)</sup>
Provision générale	1 410	–	–	(30)	2	1 382 <sup>3)</sup>	1 410
	<b>2 796 \$</b>	<b>(954)\$</b>	<b>252 \$</b>	<b>774 \$</b>	<b>(44)\$</b>	<b>2 824 \$</b>	<b>2 794 \$</b>

1) Au 31 juillet 2011, comprend une provision spécifique de néant et une provision générale de néant au titre des acquisitions (néant et 2 \$ au 30 avril 2011; 14 \$ et néant au 31 octobre 2010).

2) Au 31 juillet 2011, un montant de 8 \$ était inscrits au poste « Autres passifs » (8 \$ au 30 avril 2011; 9 \$ au 31 octobre 2010).

3) La majeure partie de la provision générale se rapporte aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques (1 162 \$) et le reste est réparti entre les prêts aux particuliers et sur cartes de crédit (156 \$) et les prêts hypothécaires à l'habitation (64 \$). La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts aux particuliers, aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires est établie selon une formule et elle tient compte des pertes subies, mais non encore établies.

## 5. Obligations au titre des instruments de capitaux propres, titres fiduciaires et billets de fiducie secondaires

Le 31 décembre 2010, la Fiducie de Capital Scotia a racheté la totalité des titres fiduciaires de la Banque Scotia – série 2000-1 émis et en circulation d'une valeur de 500 millions de dollars.

## 6. Fiducie Scotia Covered Bond Trust

Pendant le premier trimestre, la Banque a émis des obligations couvertes pour un montant de 1 milliard de dollars australiens. La fiducie Scotia Covered Bond Trust (la « fiducie SCB ») garantit les paiements aux termes du programme d'obligations couvertes de la Banque. Les actifs détenus par la fiducie SCB, qui est une entité à détenteurs de droits variables, sont principalement des prêts

hypothécaires à l'habitation assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La Banque consolide la fiducie SCB puisqu'elle est exposée à la majeure partie de la variabilité de ses actifs. L'actif total de la fiducie SCB au 31 juillet 2011 se composait essentiellement de prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur d'environ 9,2 milliards de dollars.

## 7. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'en évaluer la suffisance. Les objectifs et pratiques du cadre de gestion du capital de la Banque sont les mêmes que ceux qui étaient définis en date du 31 octobre 2010.

## Ratios de capital réglementaire

Les ratios de capital réglementaire sont déterminés conformément au cadre révisé sur le capital fondé sur le rapport intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé », communément appelé Bâle II.

Les deux principaux ratios de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, sont obtenus en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque correspond à l'exposition de la Banque au risque de crédit, au risque de marché et au risque opérationnel. Il est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le BSIF à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

La Banque utilise l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») pour calculer le risque de crédit à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe et, depuis 2011, pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. La Banque projette d'appliquer l'approche NI avancée à ses autres portefeuilles de prêts importants d'ici l'exercice 2013, pour lesquels elle utilise actuellement l'approche standard. La Banque utilise à la fois des modèles internes et l'approche standard pour calculer le capital lié au risque de marché. Au cours du premier trimestre, la Banque a élargi l'application des modèles internes du risque de marché pour inclure certains portefeuilles qui étaient auparavant évalués d'après l'approche standard. Elle utilise l'approche standard pour calculer le capital requis pour le risque opérationnel.

Les ratios minimums de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. La Banque dépassait largement ces seuils minimums en date du 31 juillet 2011. Le BSIF a aussi prescrit un ratio actif/capital et la Banque respectait ce seuil au 31 juillet 2011.

Le capital réglementaire de la Banque se divise en deux catégories : le capital de catégorie 1, qui est davantage permanent, et le capital de catégorie 2. Ces ratios ce sont établis comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	<b>31 juillet 2011</b>	Aux	
		30 avril 2011	31 octobre 2010
<b>Total des capitaux propres attribuables aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque<sup>1)</sup></b>	<b>31 747 \$</b>	30 782 \$	27 631 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales	602	576	579
Composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu exclues du capital de catégorie 1	(467)	(524)	(457)
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – titres fiduciaires	2 900	2 900	3 400
Écart d'acquisition et actifs incorporels excédant 5 % du capital de catégorie 1 brut	(4 585)	(4 596)	(3 050)
Autres déductions du capital <sup>2)</sup>	(2 635)	(2 523)	(2 769)
<b>Capital de catégorie 1</b>	<b>27 562</b>	26 615	25 334
Déventures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	5 754	5 737	5 790
Billets de fiducie secondaires	1 000	1 000	1 000
Autres éléments de capital, montant net <sup>3)</sup>	(2 619)	(2 395)	(2 525)
<b>Capital de catégorie 2</b>	<b>4 135</b>	4 342	4 265
<b>Capital réglementaire total</b>	<b>31 697</b>	30 957	29 599
<b>Total de l'actif pondéré en fonction du risque</b>	<b>224 773 \$</b>	222 304 \$	215 034 \$
<b>Ratios de capital</b>			
Ratio du capital de catégorie 1	12,3 %	12,0 %	11,8 %
Ratio du capital total	14,1 %	13,9 %	13,8 %
Ratio actif/capital	17,0x	17,6x	17,0x

1) Conformément au bilan consolidé.

2) Comprend 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments.

3) Comprend 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments et 100 % des placements dans des sociétés d'assurance, moins la provision admissible pour pertes sur créances et le gain net non réalisé après impôts sur les titres de capitaux propres disponibles à la vente.

## 8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2011 et des autres éléments du résultat étendu pour la période de neuf mois close à cette date se sont établies comme suit :

### Cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux dates indiquées et pour les périodes de neuf mois closes à ces dates					
	31 juillet 2011			31 juillet 2010		
	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
Pertes de change non réalisées, compte tenu des activités de couverture	(4 508)\$	(893)\$	(5 401)\$ <sup>1)</sup>	(3 917)\$	(777)\$	(4 694)\$ <sup>1)</sup>
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, compte tenu des activités de couverture	818	(84)	734 <sup>2)</sup>	540	80	620 <sup>2)</sup>
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(361)	94	(267) <sup>3)</sup>	(423)	56	(367) <sup>3)</sup>
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(4 051)\$</b>	<b>(883)\$</b>	<b>(4 934)\$</b>	(3 800)\$	(641)\$	(4 441)\$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts cumulative de 886 \$ (charge de 762 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts cumulative de 331 \$ (charge de 295 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010).

3) Déduction faite d'une économie d'impôts cumulative de 89 \$ (économie de 126 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010).

## Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<i>(en millions de dollars)</i>				
<b>Variation nette des gains (pertes) de change non réalisé(e)s</b>				
Gains (pertes) de change non réalisé(e)s, montant net <sup>1)</sup>	236 \$	340 \$	(1 212)\$	(1 083)\$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net <sup>2)</sup>	(46)	(131)	319	306
	190	209	(893)	(777)
<b>Variation nette des gains (pertes) non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente</b>				
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, montant net <sup>3)</sup>	33	251	(109)	332
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net <sup>4)</sup>	(76)	(174)	25	(252)
	(43)	77	(84)	80
<b>Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie</b>				
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net <sup>5)</sup>	(24)	(18)	72	(317)
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net <sup>6)</sup>	10	(34)	22	373
	(14)	(52)	94	56
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>	<b>133 \$</b>	<b>234 \$</b>	<b>(883)\$</b>	<b>(641)\$</b>

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, déduction faite, respectivement, d'une économie d'impôts de 18 \$ et d'une charge d'impôts de 124 \$ (économie de 41 \$ et charge de 116 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2010).

3) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, déduction faite, respectivement, d'une charge d'impôts de 11 \$ et d'une économie d'impôts de 29 \$ (charge de 110 \$ et de 104 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2010).

4) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, déduction faite, respectivement, d'une charge d'impôts de 29 \$ et de 11 \$ (charge de 68 \$ et de 97 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2010).

5) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, déduction faite, respectivement, d'une économie d'impôts de 7 \$ et d'une charge d'impôts de 28 \$ (économie de 8 \$ et de 116 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2010).

6) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, déduction faite, respectivement, d'une économie d'impôts de 5 \$ et de 11 \$ (charge de 15 \$ et économie de 164 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2010).

## 9. Rémunération à base d'actions

## Régime d'options sur actions classées dans les capitaux propres

Au cours du premier trimestre, la Banque a attribué 3 414 948 options à un prix d'exercice de 55,63 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 9,42 \$ à certains employés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des employés.

Le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes a été utilisé pour déterminer la juste valeur à la date d'attribution, compte tenu des hypothèses appropriées en ce qui a trait à la volatilité, à la durée prévue, au taux d'actualisation et au rendement de l'action. Les droits visant ces options sur actions s'acquiescent de façon linéaire sur une période de quatre ans et ces

options deviennent exerçables au plus tard dix ans après la date d'attribution. La juste valeur à la date d'attribution est passée en charges sur le délai d'acquisition des droits. Lorsque l'employé est admissible à la retraite avant la date d'acquisition des droits, la juste valeur est passée en charges sur la période allant de la date d'attribution à la date à laquelle l'employé est admissible à la retraite.

Pour les options sur actions classées dans les capitaux propres attribuées jusqu'à présent, des montants de 12 millions de dollars et de 40 millions de dollars ont été comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, respectivement, au poste « Frais autres que d'intérêts » dans l'état consolidé des résultats, et un montant équivalent a été porté au poste « Surplus d'apport » dans les capitaux propres du bilan consolidé.

## 10. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Charges au titre des prestations constituées</b>					
Régimes de retraite	<b>44 \$</b>	38 \$	6 \$	<b>88 \$</b>	15 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	<b>33</b>	33	29	<b>99</b>	87
	<b>77 \$</b>	71 \$	35 \$	<b>187 \$</b>	102 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

## 11. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010, la Banque présente ses informations financières selon sa nouvelle structure d'entreprise, qui comprend la nouvelle division Gestion de patrimoine mondiale.

Les activités de la Banque sont regroupées en quatre secteurs d'activité, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales, Gestion de patrimoine mondiale et Scotia Capitaux.

La catégorie Autres regroupe des secteurs d'activité de moindre importance comprenant la division Trésorerie de groupe et d'autres postes se rapportant au siège social qui ne sont pas ventilés à un secteur d'activité.

Les résultats de ces divisions se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les conventions comptables qu'appliquent ces divisions sont généralement les mêmes que celles qui sont suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2010. La seule différence importante en matière de mesure comptable a trait au revenu d'intérêts net exonéré d'impôt dont la valeur est majorée en fonction d'une base de mise en équivalence fiscale avant impôts dans le cas des divisions en cause. Cette différence de mesure permet de comparer le revenu d'intérêts net provenant de sources imposables à celui qui provient de sources non imposables.

Les résultats et l'actif moyen de la Banque Scotia pour le trimestre clos le 31 juillet 2011, répartis entre ces secteurs d'activité se sont établis comme suit :

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011

Base de mise en équivalence fiscale <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Scotia Capitaux	Autres <sup>2)</sup>	Total
Revenu d'intérêts net	1 240 \$	1 013 \$	88 \$	288 \$	(271)\$	2 358 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	145	120	–	8	(30)	243
Autres revenus	337	326	730	443	106	1 942
Frais autres que d'intérêts	794	764	502	312	9	2 381
Charge d'impôts	177	105	60	122	(73)	391
<b>Bénéfice net</b>	<b>461 \$</b>	<b>350 \$</b>	<b>256 \$</b>	<b>289 \$</b>	<b>(71)\$</b>	<b>1 285 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 \$	18 \$	7 \$	– \$	– \$	26 \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque	460 \$	332 \$	249 \$	289 \$	(71)\$	1 259 \$
<b>Actif moyen (en milliards de dollars)</b>	<b>211 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>189 \$</b>	<b>76 \$</b>	<b>578 \$</b>

Pour le trimestre clos le 30 avril 2011<sup>3)</sup>

Base de mise en équivalence fiscale <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Scotia Capitaux	Autres <sup>2)</sup>	Total
Revenu d'intérêts net	1 170 \$	963 \$	88 \$	236 \$	(243)\$	2 214 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	145	106	1	10	–	262
Autres revenus	328	353	1 008	559	55	2 303
Frais autres que d'intérêts	737	700	545	360	36	2 378
Charge d'impôts	172	108	61	68	(75)	334
<b>Bénéfice net</b>	<b>444 \$</b>	<b>402 \$</b>	<b>489 \$</b>	<b>357 \$</b>	<b>(149)\$</b>	<b>1 543 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 \$	16 \$	7 \$	– \$	– \$	24 \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque	443 \$	386 \$	482 \$	357 \$	(149)\$	1 519 \$
<b>Actif moyen (en milliards de dollars)</b>	<b>207 \$</b>	<b>89 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>185 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>557 \$</b>

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2010<sup>4)</sup>

Base de mise en équivalence fiscale <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Scotia Capitaux	Autres <sup>2)</sup>	Total
Revenu d'intérêts net	1 222 \$	949 \$	81 \$	271 \$	(350)\$	2 173 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	163	138	–	(25)	–	276
Autres revenus	327	311	490	426	57	1 611
Frais autres que d'intérêts	748	689	300	267	19	2 023
Charge d'impôts	196	141	43	150	(131)	399
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	17	7	–	–	24
<b>Bénéfice net</b>	<b>442 \$</b>	<b>275 \$</b>	<b>221 \$</b>	<b>305 \$</b>	<b>(181)\$</b>	<b>1 062 \$</b>
<b>Actif moyen (en milliards de dollars)</b>	<b>200 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>530 \$</b>

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'activité de moindre importance ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt inscrite dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts pour les trimestres clos le 31 juillet 2011 (73 \$), le 30 avril 2011 (69 \$) et le 31 juillet 2010 (70 \$), pour parvenir aux montants présentés dans les états consolidés des résultats, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'activité et l'incidence des titrisations.

3) Se reporter à la note 1 pour obtenir des renseignements sur les modifications de conventions comptables relativement à l'adoption de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

4) Les montants ont été retraités afin de rendre compte de la réorganisation des divisions, qui comprennent maintenant Gestion de patrimoine mondiale.

Les résultats et l'actif moyen de la Banque Scotia pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 répartis entre ces secteurs d'activité se sont établis comme suit :

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011

Base de mise en équivalence fiscale <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Scotia Capitaux	Autres <sup>2)</sup>	Total
Revenu d'intérêts net	3 664 \$	2 949 \$	259 \$	776 \$	(776)\$	6 872 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	455	333	1	15	(30)	774
Autres revenus	1 003	1 017	2 258	1 554	238	6 070
Frais autres que d'intérêts	2 268	2 225	1 385	1 058	109	7 045
Charge d'impôts	542	296	163	303	(209)	1 095
Bénéfice net	1 402 \$	1 112 \$	968 \$	954 \$	(408)\$	4 028 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>3)</sup>	3 \$	52 \$	21 \$	– \$	– \$	76 \$
Bénéfice net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la Banque <sup>3)</sup>	1 399 \$	1 060 \$	947 \$	954 \$	(408)\$	3 952 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	208 \$	91 \$	9 \$	184 \$	65 \$	557 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010<sup>4)</sup>

Base de mise en équivalence fiscale <sup>1)</sup> (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Gestion de patrimoine mondiale	Scotia Capitaux	Autres <sup>2)</sup>	Total
Revenu d'intérêts net	3 678 \$	2 636 \$	255 \$	850 \$	(1 041)\$	6 378 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	533	488	(1)	(35)	–	985
Autres revenus	975	1 009	1 393	1 605	203	5 185
Frais autres que d'intérêts	2 202	1 945	893	873	86	5 999
Charge d'impôts	589	393	128	540	(295)	1 355
Participation ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	1	51	25	–	–	77
Bénéfice net	1 328 \$	768 \$	603 \$	1 077 \$	(629)\$	3 147 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	196 \$	83 \$	8 \$	162 \$	63 \$	512 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'activité de moindre importance ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt inscrite dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts pour les périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (213 \$) et le 31 juillet 2010 (216 \$), pour parvenir aux montants présentés dans les états consolidés des résultats, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'activité et l'incidence des titrisations.

3) Se reporter à la note 1 pour obtenir des renseignements sur les modifications de conventions comptables relativement à l'adoption de la nouvelle norme comptable sur les regroupements d'entreprises en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

4) Les montants ont été retraités afin de rendre compte de la réorganisation des divisions, qui comprennent maintenant Gestion de patrimoine mondiale.

## 12. Instruments financiers

### Gestion du risque

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2010.

### a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle II appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») et, depuis 2011, il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.



Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle II, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de

contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut<sup>1)</sup>

Aux

	31 juillet 2011			30 avril 2011	31 octobre 2010
	Approche NI avancée <sup>2)</sup>	Approche standard	Total	Total	Total
<i>(en millions de dollars)</i>					
<b>Par sous-catégories d'exposition</b>					
Prêts autres qu'aux particuliers <sup>2)</sup>					
Montants prélevés <sup>3)</sup>	<b>190 418 \$</b>	<b>32 188 \$</b>	<b>222 606 \$</b>	234 225 \$	201 014 \$
Engagements non prélevés	<b>50 764</b>	<b>2 286</b>	<b>53 050</b>	51 432	59 197
Autres expositions <sup>4)</sup>	<b>57 007</b>	<b>1 421</b>	<b>58 428</b>	60 619	56 342
<b>Total – prêts autres qu'aux particuliers</b>	<b>298 189 \$</b>	<b>35 895 \$</b>	<b>334 084 \$</b>	346 276 \$	316 553 \$
Prêts aux particuliers					
Montants prélevés <sup>5)</sup>	<b>119 080 \$</b>	<b>29 494 \$</b>	<b>148 574 \$</b>	143 208 \$	153 412 \$
Engagements non prélevés	<b>24 256</b>	<b>–</b>	<b>24 256</b>	23 843	6 772
<b>Total – prêts aux particuliers</b>	<b>143 336 \$</b>	<b>29 494 \$</b>	<b>172 830 \$</b>	167 051 \$	160 184 \$
<b>Total</b>	<b>441 525 \$</b>	<b>65 389 \$</b>	<b>506 914 \$</b>	513 327 \$	476 737 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit, exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente et d'autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés et des engagements non prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres banques et les titres de créance disponibles à la vente.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts aux particuliers.

### Qualité du crédit relative aux prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Au 31 juillet 2011 et au 30 avril 2011, une proportion importante du portefeuille de prêts autorisés aux grandes sociétés et aux entreprises était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part des agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2010.

### Qualité du crédit relative aux prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. De par leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés.

### Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 juillet 2011, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 29 milliards de dollars (28 milliards de dollars au 30 avril 2011; 29 milliards de dollars au 31 octobre 2010) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts aux particuliers, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement aux Antilles et en Amérique latine. Une tranche de 16 milliards de dollars (16 milliards de dollars au 30 avril 2011; 17 milliards de dollars au 31 octobre 2010) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immeubles résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

Prêts en souffrance autres que les prêts douteux<sup>1)</sup>

Un prêt est considéré comme étant en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés dans les prêts douteux parce qu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou entièrement garantis, ou parce que les mesures de recouvrement devraient raisonnablement permettre d'obtenir leur remboursement ou faire en sorte que le prêt cesse d'être considéré comme douteux aux termes des politiques de la Banque.

(en millions de dollars)	Aux							
	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 433 \$	493 \$	208 \$	2 134 \$	1 403 \$	466 \$	202 \$	2 071 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	404	196	60	660	398	207	58	663
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	432	163	176	771	513	208	189	910
<b>Total</b>	<b>2 269 \$</b>	<b>852 \$</b>	<b>444 \$</b>	<b>3 565 \$</b>	<b>2 314 \$</b>	<b>881 \$</b>	<b>449 \$</b>	<b>3 644 \$</b>

1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse, étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme étant en souffrance sur le plan administratif.

## b) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, les cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné.

## Sensibilité aux taux d'intérêt

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt, le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôts sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 et de 200 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises, telles qu'elles ont été déterminées par la Banque.

(en millions de dollars)	Aux									
	31 juillet 2011						30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Bénéfice net			Valeur économique des capitaux propres			Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres
Dollars canadiens	Autres devises <sup>1)</sup>	Total	Dollars canadiens	Autres devises <sup>1)</sup>	Total					
Augmentation de 100 points de base	107 \$	36 \$	143 \$	40 \$	(208)\$	(168)\$	211 \$	(121)\$	134 \$	(330)\$
Diminution de 100 points de base	(111)	(38)	(149)	(138)	254	116	(233)	67	(109)	295
Augmentation de 200 points de base	216 \$	72 \$	288 \$	32 \$	(391)\$	(359)\$	418 \$	(262)\$	251 \$	(684)\$
Diminution de 200 points de base	(195)	(78)	(273)	(221)	511	290	(442)	161	(250)	853

1) Le bénéfice net et la valeur économique des capitaux propres au 31 juillet 2011 et au 30 avril 2011 comprennent des montants inscrits au bilan en monnaies mexicaine, chilienne et péruvienne.

## Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change.

En l'absence de couverture, au 31 juillet 2011, une hausse (baisse) de 1 % du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités aurait entraîné une augmentation (diminution) de son bénéfice annuel avant impôts d'environ 36 millions de dollars (34 millions de dollars au 30 avril 2011; 35 millions de dollars au 31 juillet 2010), principalement en raison de sa position en dollars US. Au

31 juillet 2011, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien aurait donné lieu à une augmentation (diminution) d'environ 199 millions de dollars (190 millions de dollars au 30 avril 2011; 193 millions de dollars au 31 juillet 2010) des pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant dans les capitaux propres.

### Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque peut être calculé à l'aide de la VAR et d'essais dans des conditions critiques. Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

VAR quotidienne par facteur de risque

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2011	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011			Au 30 avril 2011	Au 31 juillet 2010
		Moyenne	Haut	Bas		
Taux d'intérêt	<b>9,6 \$</b>	<b>10,0 \$</b>	<b>13,8 \$</b>	<b>7,8 \$</b>	10,4 \$	9,9 \$
Actions	<b>3,2</b>	<b>5,3</b>	<b>10,9</b>	<b>2,3</b>	8,9	2,3
Change	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>0,5</b>	1,1	1,4
Marchandises	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,8</b>	<b>1,2</b>	1,5	2,0
Diversification	<b>(4,9)</b>	<b>(6,3)</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>	(9,6)	(6,4)
VAR à l'échelle de la Banque	<b>11,0 \$</b>	<b>11,8 \$</b>	<b>18,5 \$</b>	<b>9,0 \$</b>	12,3 \$	9,2 \$

### Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe d'actifs financiers et de passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs dépôts et les débiteures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise des couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable de passifs dépôts en taux fixe. Le reclassement à partir du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte nette après impôts d'environ 157 millions de dollars (152 millions de dollars au 30 avril 2011; 177 millions de dollars au 31 juillet 2010). La durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à 8 ans (inférieure à 9 ans au 30 avril 2011; inférieure à 9 ans au 31 octobre 2010).

### Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de capitaux propres disponibles à la vente. La juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente est présentée à la note 2.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. La Banque a inscrit un gain de 18 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011 (gain de 10 millions de dollars au cours du trimestre clos le 30 avril 2011; gain de 15 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2010), dont un gain de 4 millions de dollars (gain de 11 millions de dollars au cours du trimestre clos le 30 avril 2011; gain de 7 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2010) a trait aux couvertures de flux de trésorerie, en raison de la partie inefficace des couvertures désignées. La Banque a inscrit un gain de 56 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 (gain de 86 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010), dont un gain de 41 millions de dollars (gain de 18 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010) a trait aux couvertures de flux de trésorerie. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée résiduelle de la couverture initiale ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont comptabilisés en résultat lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont comptabilisés en résultat. Les couvertures d'un investissement net n'ont pas donné lieu à la constatation d'un montant au titre de l'inefficacité.

### Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces éléments sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Ces portefeuilles comprennent ce qui suit :

- des prêts servant à couvrir économiquement l'exposition aux dérivés de crédit dans les portefeuilles de transaction négociés pour le compte de clients afin de réduire considérablement ou d'éliminer la disparité de traitement en matière de comptabilisation;
- des prêts dans des portefeuilles de transaction spécialement autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur;

- certains titres de créance et de capitaux propres afin de réduire la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces actifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes;
- certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement afin de réduire considérablement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et des passifs désignés comme étant détenus à des fins de transaction et les variations de cette juste valeur.

	Juste valeur			Variation de la juste valeur <sup>1)</sup>				
	31 juillet 2011	Aux		Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
		30 avril 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<i>(en millions de dollars)</i>								
Prêts couvrant les risques liés aux dérivés <sup>2)</sup>	<b>1 116 \$</b>	1 261 \$	2 096 \$	<b>(18)\$</b>	11 \$	(34)\$	<b>54 \$</b>	155 \$
Prêts pour compte propre	<b>1</b>	1	2	<b>–</b>	(1)	–	<b>(1)</b>	(6)
Titres de créance et de capitaux propres	<b>1 240</b>	1 884	2 764	<b>15</b>	5	60	<b>(2)</b>	95
Passifs au titre de billets de dépôt <sup>3)</sup>	<b>98</b>	107	99	<b>–</b>	–	(2)	<b>1</b>	1

1) Ces montants ont été comptabilisés dans le revenu de transaction, à l'exception des passifs au titre de billets de dépôt et de certains titres de créance qui ont été comptabilisés dans le revenu d'intérêts net.

2) La variation de la juste valeur de ces prêts a été contrebalancée en grande partie par la variation de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

3) Au 31 juillet 2011, la Banque était tenue aux termes de contrats de verser 97 \$ aux porteurs des billets à l'échéance (106 \$ au 30 avril 2011; 97 \$ au 31 octobre 2010).

## Hiérarchie de la juste valeur

La Banque évalue les instruments comptabilisés à la juste valeur à l'aide des cours du marché, lorsque de tels cours sont disponibles.

L'utilisation de cours du marché donne lieu à une évaluation de niveau 1. Lorsque de tels cours ne sont pas disponibles, la Banque utilise autant que possible des données observables dans ses modèles d'évaluation. Lorsque toutes les données importantes sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont dites être de niveau 3.

Le tableau qui suit présente la hiérarchie de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur.

(en millions de dollars)	31 juillet 2011 <sup>1)</sup>				31 octobre 2010 <sup>1)</sup>			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>								
Titres détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	55 008 \$	17 403 \$	1 628 \$	74 039 \$	48 869 \$	14 689 \$	1 126 \$	64 684 \$
Titres disponibles à la vente <sup>3)</sup>	12 199	33 906	1 151	47 256	13 801	31 246	1 263	46 310
Instruments dérivés	563	28 621	310	29 494	499	25 652	701	26 852
<b>Passifs</b>								
Obligations relatives à des titres vendus à découvert	17 091 \$	4 954 \$	–	22 045 \$	17 685 \$	3 832 \$	2 \$	21 519 \$
Instruments dérivés	581	32 348	1 232	34 161	506	29 051	2 433	31 990

1) Les prêts et les billets de dépôt détenus à des fins de transaction sont classés au niveau 2.

2) Comprend des titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction. Les titres détenus à des fins de transaction de niveau 2 comprennent des obligations émises principalement par des administrations publiques étrangères de 4 421 \$ (4 710 \$ au 31 octobre 2010) et des obligations de sociétés et autres titres de créance et de capitaux propres qui sont pour la plupart négociés en bourse de 12 982 \$ (9 979 \$ au 31 octobre 2010).

3) Exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente qui ne sont pas négociés sur un marché actif d'une valeur de 794 \$ (918 \$ au 31 octobre 2010). Les titres disponibles à la vente de niveau 2 comprennent des obligations émises principalement par des administrations publiques étrangères de 6 732 \$ (4 757 \$ au 31 octobre 2010) et des obligations de sociétés et autres titres de créance qui sont pour la plupart négociés en bourse de 6 631 \$ (7 810 \$ au 31 octobre 2010). Le reste des titres disponibles à la vente de niveau 2 est composé essentiellement de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

## 13. Acquisitions

## Acquisition de Patrimoine Dundee inc.

En date du 1<sup>er</sup> février 2011, la Banque a mené à terme l'acquisition de Patrimoine Dundee inc. (« Patrimoine Dundee »). À l'issue de l'opération, la Banque détenait environ 120 millions d'actions ordinaires de Patrimoine Dundee (soit 97 % des actions ordinaires émises et en circulation de Patrimoine Dundee) et la totalité des actions spéciales et des actions privilégiées de premier rang de série X émises et en circulation de Patrimoine Dundee. Par la suite, le 9 mars 2011, la Banque a acquis les 3 % d'actions ordinaires restantes de Patrimoine Dundee.

À titre de contrepartie pour l'acquisition de Patrimoine Dundee, la Banque a émis environ 32 millions d'actions ordinaires et 16 millions d'actions privilégiées et a versé un montant en trésorerie de 2,8 milliards de dollars. Avant la clôture de l'opération, Patrimoine Dundee a versé un dividende exceptionnel

en espèces de 2,00 \$ par action ordinaire et action spéciale et de 1,67 \$ par action privilégiée de premier rang de série X.

Patrimoine Dundee a également remis à ses actionnaires une action ordinaire de Marchés financiers Dundee inc. (« MFD ») pour chaque action ordinaire et action spéciale et 0,83 action ordinaire de MFD pour chaque action privilégiée de premier rang de série X. Par conséquent, la Banque détient désormais environ 18 % des actions ordinaires émises et en circulation de MFD.

La répartition provisoire du prix d'acquisition de Patrimoine Dundee comprend des actifs incorporels de 2,6 milliards de dollars et un écart d'acquisition de 1,2 milliard de dollars. La répartition du prix d'acquisition pourrait être modifiée lorsque la Banque terminera son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

### Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

### Dates de paiement des dividendes pour 2011

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Dates de clôture des registres	Dates de paiement
4 janvier	27 janvier
5 avril	27 avril
5 juillet	27 juillet
4 octobre	27 octobre

### Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2011

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2011 aura lieu à Saskatoon (Saskatchewan), le mardi 3 avril 2012.

### Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

### Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

### Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 30 août 2011 à compter de 14 h HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 416-644-3414 ou le 1-800-814-4859 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 30 août 2011 au 14 septembre 2011 au numéro de téléphone 416-640-1917 ou au 1-877-289-8525, code 4462791, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

## Renseignements

### Investisseurs

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-933-1273  
Télécopieur : 416-866-7867  
Courriel : [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com)

### Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-933-1344  
Télécopieur : 416-866-4988  
Courriel : [corpaff@scotiabank.com](mailto:corpaff@scotiabank.com)

### Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-877-982-8767 Télécopieur : 1-888-453-0330  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Actionnaires (suite) :

Coagent de transfert (États-Unis)  
Computershare Trust Company N.A.  
250 Royall Street  
Canton, MA 02021 U.S.A.  
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-4790  
Télécopieur : 416-866-4048  
Courriel : [corporate.secretary@scotiabank.com](mailto:corporate.secretary@scotiabank.com)

### Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

